



Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

Dossier administratif

VI – Notification de l'arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d'examen conjoint

- Notification de l'arrêt aux PPA

-Courriers
-Tableau
-Accusés de réception

- Réunion d'examen conjoint

-Courriers
-Tableau
-Accusés de réception
-Support de présentation de la réunion d'examen conjoint
-PV/Compte-rendu de la réunion d'examen conjoint
-Synthèse des avis
-Mémoire en réponse



Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

Dossier administratif

VI – Notification de l'arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d'examen conjoint

- Notification de l'arrêt aux PPA

-Courriers



Commission Départementale de la Préservation
des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
(CDPENAF)
DDTM du Pas-de-Calais
100 avenue Winston Churchill
CS 10 007 – 62 022 ARRAS Cedex

**Pôle Aménagement
du**

Territoire

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Montreuil-sur-Mer, le 25 Octobre 2023

Madame, Monsieur,

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/JCA/IB/SQ/JC
N° 2023-6106

Objet :
Notification - arrêt du
projet de révision
allégée du PLU de
Wailly-Beaucamp

PJ : Dossier d'arrêt

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.151-13 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier d'arrêt du projet de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp avant la tenue de l'examen conjoint puis de l'enquête publique associée au projet de révision allégée, prévue à partir de janvier 2024. L'absence de réponse de votre part vaudra acceptation tacite de ce dernier.

Vous trouverez les pièces du dossier d'arrêt via le lien ci-dessous :
<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/GwW8yNogr5A78ja>

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Jean-Claude ALLEXANDRE

Vice-Président en charge de
la planification urbaine

1/1



Courrier à adresser à Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois
11-13 Place Gambetta
62170 Montreuil-sur-Mer



DREAL Hauts de France
Service IDDEE/AE
44 rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

Montreuil-sur-Mer, le 25 Octobre 2023,

**Pôle Aménagement
du**

Territoire

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/JCA/IB/SQ/JC
N° 2023-6107

Objet :

Notification - arrêt du
projet de révision
allégée du PLU de
Wailly-Beaucamp

PJ : Dossier d'arrêt

Madame la Présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, le dossier d'arrêt du projet de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp avant la tenue de l'examen conjoint puis de l'enquête publique associée au projet de révision allégée, prévue à partir de janvier 2024.

Cette transmission vaut saisine de l'autorité environnementale pour que cette dernière rende une décision sur le projet conformément à l'article R.104-25 du code de l'urbanisme.

Vous trouverez les pièces du dossier d'arrêt via le lien ci-dessous :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/GwW8yNogr5A78ja>

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en mes sentiments les plus dévoués.

Jean-Claude ALLEXANDRE


Vice-Président en charge de
la planification urbaine


Montreuil-sur-Mer, le 25 Octobre 2023

Madame, Monsieur,

**Pôle Aménagement
du**

Territoire

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/JCA/IB/SQ/JC
N° 2023-6105

Objet :

Notification - arrêt du
projet de révision
allégée du PLU de
Wailly-Beaucamp

PJ : Dossier d'arrêt

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier d'arrêt du projet de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp avant la tenue de l'examen conjoint puis de l'enquête publique associée au projet de révision allégée, prévue à partir de janvier 2024.

Un courrier vous sera transmis prochainement afin de préciser la date et le lieu de la réunion d'examen conjoint.

Vous trouverez les pièces du dossier d'arrêt via le lien ci-dessous :
<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/GwW8yNogr5A78ja>

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Jean-Claude ALLEXANDRE

Vice-Président en charge de
la planification urbaine



1/1



Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

Dossier administratif

VI – Notification de l'arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d'examen conjoint

- Notification de l'arrêt aux PPA

-Tableau

Révision Allégée du PLU de WB – Notification de l'arrêt du projet aux PPA

Liste des PPA	Dates de réception
Direction départementale des territoires et de la Mer Service urbanisme Unité planification urbaine 100 avenue Winston Churchill 62022 Arras Cedex	Date d'envoi : MELANISSIMO le 26/10/2023 Avis
Sous – Préfecture Monsieur le Sous-Préfet Rue d'Hérambault 62170 Montreuil-sur-Mer	Date d'envoi : MELANISSIMO le 26/10/2023 Avis
Préfecture du Pas-de-Calais Monsieur le Préfet Rue Ferdinand Buisson 62000 Arras	Date d'envoi : MELANISSIMO le 26/10/2023 Avis
DREAL Nord-Pas-de-Calais/ MRAE 44 rue de Tournai CS 40 259 F 59019 LILLE CEDEX	Date d'envoi : mail le 26/10/2023 Avis
CDPENAF	Date d'envoi : mail le 26/10/2023 Avis simple défavorable le 01/03/2024
MAIRIE DE WAILLY-BEAUCAMP 7 rue de l'Eglise 62170 WAILLY-BEAUCAMP	Date d'envoi : 27/10/2023 Reçu le : 30/10/2023 Avis
Chambre de Commerce et d'Industrie Côte d'Opale 24 Boulevard des Alliés - BP 199 62104 Calais Cedex	Date d'envoi : 27/10/2023 Reçu le : 30/10/2023 Avis
Chambre de métiers et de l'artisanat Monsieur le Président 9 rue du Montjoie ZAC du Montjoie 62280 Saint-Martin-Boulogne	Date d'envoi : 27/10/2023 Reçu le : 30/10/2023 Avis
Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais 56 avenue Roger Salengro 62223 Saint-Laurent-Blangy	Date d'envoi : 27/10/2023 Reçu le : 30/10/2023 Avis

Comité régional de la conchyliculture 35 rue du Littoral BP 5 50560 Gouville-sur-Mer	Date d'envoi : 27/10/2023 Reçu le : 30/10/2023 Avis
Parc Naturel Marin Chemin de la Warenne 62360 Saint-Etienne-au-Mont	Date d'envoi : 27/10/2023 Reçu le : 30/10/2023 Avis
Conseil Départemental Rue Ferdinand Buisson 62000 Arras	Date d'envoi : 27/10/2023 Reçu le : 30/10/2023 Avis SANS OBJET RECU LE 7/12/2023
Conseil Régional Monsieur le Président 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	Date d'envoi : 27/10/2023 Reçu le : 31/10/2023 Avis
Conseil Régional Monsieur le Président AOM 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	Date d'envoi : 27/10/2023 Reçu le : 30/10/2023 Avis
SNCF Direction Immobilière territoriale Nord Pôle Synthèse Innovation Urbanisme Immeuble Perspective – 7 ^{ème} étage 449 avenue Willy Brandt 59777 EURALILLE	Date d'envoi : 27/10/2023 Reçu le : 30/10/2023 Avis RECU AVIS daté du 20/11/2023 – SANS OBSERVATIONS
Office National des Forêts 24 rue Henri Loyer BP 46 59800 Lille	Date d'envoi : 27/10/2023 Reçu le : 30/10/2023 CAPTURE D'ECRAN DU N° RECOMMANDE SITE DE LA POSTE (AR NON RECEPTIONNE) Avis
Syndicat mixte du Montreuillois 62650 Hucqueliers	Date d'envoi : 27/10/2023 Reçu le : 30/10/2023 Avis



Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

Dossier administratif

VI – Notification de l'arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d'examen conjoint

- Notification de l'arrêt aux PPA

-Accusés de réception

En provenance de : ~~Chambre de Commerce et d'Industrie Côte d'Opale~~
~~24 Boulevard Allées - BP 199~~
~~62104 CALAIS cedex~~

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 166 957 2415 2

Reunion Allée UB-AC Renvoyer à FRAB
CABINET CA2BM
reçu le : 31 OCT. 2023
11-13 Place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Présenté / Avisé le : 30/10/23
Distribué le : 30/10/23

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : 

*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agréement n° C003

En provenance de : ~~MAIRIE DE WAILLY-BEAUCAMP~~
~~7 Rue de l'Eglise~~
~~62170 WAILLY-BEAUCAMP~~

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 166 957 2416 9

Reunion Allée UB-AC Renvoyer à FRAB
CABINET CA2BM
reçu le : 03 NOV. 2023
11-13 Place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Présenté / Avisé le : 30/10/23
Distribué le : 30/10/23

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : 

*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agréement n° C003

En provenance de : ~~Chambre des Métiers et de l'Artisanat - M. le Président~~
~~3 rue Mont-Jose - ZAC~~
~~Mont-Jose~~
~~62180 SAINT-MARTIN-BOULOGNE~~

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 166 957 2410 7

Reunion Allée UB-AC Renvoyer à FRAB
CABINET CA2BM
reçu le : 31 OCT. 2023
11-13 Place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Présenté / Avisé le : 30/10/23
Distribué le : 30/10/23

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : 

*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agréement n° C003

En provenance de : ~~Syndicat Mixte de Montreuil~~
~~Andane Cressens / Maron~~
~~14 Grand Place~~
~~62170 HUYQUELERS~~

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 166 957 2403 9

Reunion Allée UB-AC Renvoyer à FRAB
CABINET CA2BM
reçu le : 03 NOV. 2023
11-13 Place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Présenté / Avisé le : 30/10/23
Distribué le : 30/10/23

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : 

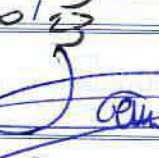
*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agréement n° C003

En provenance de : ~~PARC NATURAL MARIN des Estuaires~~
~~Ponds et Mar d'Opale~~
~~Chemin de la Warren~~
~~62130 SAINT-ETIENNE-AU-MONT~~

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 166 957 2413 8

Reunion Allée UB-AC Renvoyer à FRAB
CABINET CA2BM
reçu le : 31 OCT. 2023
11-13 Place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Présenté / Avisé le : 30/10/23
Distribué le : 30/10/23

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☒ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : 

*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agréement n° C003

En provenance de : ~~Conseil Départemental~~
~~Rue Ferdinand Brion~~
~~62018 ARRAS cedex 3~~

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 166 957 2408 4

Reunion Allée UB-AC Renvoyer à FRAB
CABINET CA2BM
reçu le : 06 NOV. 2023
11-13 Place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Présenté / Avisé le : 30/10/23
Distribué le : 30/10/23

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : 

*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agréement n° C003

En provenance de : ~~Cabinet Régional
Monsieur Le Président
121 Avenue de la Paix
59855 Lille Cedex~~

Présenté / Avisé le : Région / Hauts-de-France
Distribué le :
Je soussigné(e) déclare être :
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :
Courrier reçu le : 31 OCT. 2023
Transmis

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**
Numéro de l'AR : AR 2C 166 957 2409 1
CABINET CA21
reçu le : 22 NOV. 2023
U.B. AC Renvoyer à FRAB

CA2BM
Planification
U.B. Plan Goubette
62170 Montreuil sur Mer
TL1601 / 715

En provenance de : ~~Cabinet Régional de la
Coopération Culturelle
35 Rue de la Paix
BP 5
59855 Lille Cedex~~

Présenté / Avisé le : 31/10/23
Distribué le :
Je soussigné(e) déclare être :
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :
CABINET CA21
reçu le : 02 NOV. 2023
U.B. Plan Goubette
62170 Montreuil sur Mer

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**
Numéro de l'AR : AR 2C 166 957 2412 1
CABINET CA21
reçu le : 02 NOV. 2023
U.B. Plan Goubette
62170 Montreuil sur Mer

En provenance de : ~~Chambre d'agriculture de
la Somme
56 Avenue de la Paix
62031 Saint-Laurent sur Mer~~

Présenté / Avisé le : 30/10/23
Distribué le :
Je soussigné(e) déclare être :
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :
CABINET CA21
reçu le : 02 NOV. 2023
U.B. Plan Goubette
62170 Montreuil sur Mer

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**
Numéro de l'AR : AR 2C 166 957 2411 4
CABINET CA21
reçu le : 02 NOV. 2023
U.B. Plan Goubette
62170 Montreuil sur Mer

En provenance de : ~~Cabinet Régional
Association des Agriculteurs (AOT)
121 Avenue de la Paix
59855 Lille Cedex~~

Présenté / Avisé le : Région / Hauts-de-France
Distribué le :
Je soussigné(e) déclare être :
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :
Courrier reçu le : 30 OCT. 2023
Transmis

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**
Numéro de l'AR : AR 2C 166 957 2407 7
CABINET CA21
reçu le : 22 NOV. 2023
U.B. AC Renvoyer à FRAB

CA2BM
Planif
U.B. Plan Goubette
62170 Montreuil sur Mer

En provenance de : ~~SNCS Direction Immatriculation Nord
Pôle Immatriculation
749 Avenue de la Paix
59177 Euralille~~

Présenté / Avisé le : 30 OCT. 2023
Distribué le : 22 NOV. 2023
Je soussigné(e) déclare être :
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :
CABINET CA21
reçu le : 22 NOV. 2023
U.B. Plan Goubette
62170 Montreuil sur Mer

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**
Numéro de l'AR : AR 2C 166 957 2406 0
CABINET CA21
reçu le : 22 NOV. 2023
U.B. Plan Goubette
62170 Montreuil sur Mer

CA2BM
Planif
U.B. Plan Goubette
62170 Montreuil sur Mer



N° de suivi, recherche par produit ou un service...



Accès rapides

Changer de site : Particulier



2C16695724053

Rechercher

Français

✉ Lettre Recommandée N°2C16695724053



Étapes d'acheminement

DATES

lundi 6 novembre

lundi 30 octobre

lundi 30 octobre

samedi 28 octobre

samedi 28 octobre

samedi 28 octobre

samedi 28 octobre

vendredi 27 octobre

ÉTAPES

Votre envoi est sur le site qui dessert votre adresse. Nous préparons sa distribution.

Votre envoi a été distribué à son destinataire contre sa signature.

Votre envoi a été remis en lot au destinataire. Nous attendons la confirmation de sa réception.

Votre envoi est sur le site qui dessert votre adresse. Nous préparons sa distribution.

Une seconde présentation de votre envoi est programmée.

Votre envoi est sur le site qui dessert votre adresse. Nous préparons sa distribution.


Votre envoi est en cours d'acheminement vers le site de distribution.

Votre envoi a été remis à La Poste par l'expéditeur.






Besoin d'aide ?



Notification - Arrêt du projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp pour Avis

 j.coic@ca2bm.fr

À 'cdpenaf@pas-de-calais.gouv.fr'; 'christophe.lefint@pas-de-calais.gouv.fr';
'ddtm-cdpenaf@pas-de-calais.gouv.fr'
Cc 's.quinbetz@ca2bm.fr'

  Répondre  Répondre à tous  Transférer 

jeu, 26/10/2023 16:58

 Courrier CDPENAF avec lien.pdf
57 KB

Madame, Monsieur,

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.151-13 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier d'arrêt du projet de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp avant la tenue de l'examen conjoint puis de l'enquête publique associée au projet de révision allégée, prévue à partir de janvier 2024.

Vous trouverez les pièces du dossier d'arrêt via le lien ci-dessous :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/GwW8yNogr5A78ja>

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Julien COÏC

Pôle Aménagement du Territoire

Service ADS – Site de Montreuil s/Mer (03.21.90.94.66)

Mail : j.coic@ca2bm.fr



11-13, Place Gambetta
62170 Montreuil-sur-Mer
Standard : 03.21.06.66.66.

Notification - Arrêt du projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp pour Avis



j.coic@ca2bm.fr

À 'avisae.dreal-npdcp@developpement-durable.gouv.fr'

Cc 's.quinbetz@ca2bm.fr'



↳ Répondre

↳ Répondre à tous

→ Transférer



jeu. 25/10/2023 16:58



Courrier Notification MRAE - arrêt du projet.pdf

143 KB

Madame la Présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, le dossier d'arrêt du projet de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp avant la tenue de l'examen conjoint puis de l'enquête publique associée au projet de révision allégée, prévue à partir de janvier 2024.

Cette transmission vaut saisine de l'autorité environnementale pour que cette dernière rende une décision sur le projet conformément à l'article R.104-25 du code de l'urbanisme.

Vous trouverez les pièces du dossier d'arrêt via le lien ci-dessous :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/GwW8yNogr5A78ja>

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en mes sentiments les plus dévoués.

Julien COÏC

Pôle Aménagement du Territoire

Service ADS – Site de Montreuil s/Mer (03.21.90.94.66)

Mail : j.coic@ca2bm.fr



11-13, Place Gambetta
62170 Montreuil-sur-Mer
Standard : 03.21.06.66.66.

Réponse automatique : Notification - Arrêt du projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp pour Avis

AN avisae.dreal-npdcp - DREAL Hauts-de-France/SIDDEE/PAE <avisae.dreal-hdf@developpeme
À j.coic@ca2bm.fr

😊 Répondre ⌨ Répondre à tous ➡ Transférer ⋮

jeu, 26/10/2023 16:59

bonjour,

Nous accusons réception de votre envoi. Cependant, les envois de mail avec des pièces jointes qui dépasseraient 4 Mo, ne seront pas reçus. En conséquence, il vous est demandé de les renvoyer par Mélanissimo.

Momentanément, les documents de type WORD, avec l'extension .doc ou .docx ne nous sont pas transmis. Merci de les transformer en pdf ou de les transmettre via une plateforme de transfert comme Mélanissimo.

Je vous informe que cette adresse mail est destinée uniquement aux saisines de l'autorité environnementale pour avis et vous remercie de vérifier que vous avez bien adressé à l'attention de la mission régionale de l'autorité environnementale un courrier signé sollicitant l'avis de l'autorité environnementale. Vous recevrez une notification de complétude avec les délais de traitement de son dossier au plus tard sous 1 mois.

Je vous remercie de bien vouloir adresser à l'instance compétente les demandes ne relevant pas de l'autorité environnementale.

cordialement

Le pôle autorité environnementale



Application interministérielle de la MCE pour
l'échange de fichiers volumineux par messagerie
Mélanissimo - Ng

Envoyé: « Notification - Arrêt du Projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp »

Message

Date de validation du message : 26 oct. 2023

Expéditeur : j.coic@ca2bm.fr

À :

ddtm-sua@pas-de-calais.gouv.fr

Envoyé le 26/10/2023 à 16:32 (Europe/Paris) téléchargés: 12 / 12

ddtm-sua-faej-mission-d-appui@pas-de-calais.gouv.fr

Envoyé le 26/10/2023 à 16:32 (Europe/Paris) téléchargés: 12 / 12

ddtm-saat@pas-de-calais.gouv.fr

Envoyé le 26/10/2023 à 16:32 (Europe/Paris) téléchargés: 12 / 12

pref-dcl@pas-de-calais.gouv.fr

Envoyé le 26/10/2023 à 16:32 (Europe/Paris) téléchargés: 0 / 12

ap-montreuil@pas-de-calais.gouv.fr

Envoyé le 26/10/2023 à 16:32 (Europe/Paris) téléchargés: 1 / 12

Cc :

s.quinbetz@ca2bm.fr en attente de propagation...

Sujet :

Notification - Arrêt du Projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp

Corps du message :

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous notifier, le dossier d'arrêt du projet de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp avant la tenue de l'examen conjoint.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Julien COIC

Fichier(s) joint(s) disponible(s) jusqu'au 25/11/2023 à 15:32 (Europe/Paris)		
Courrier PPA sans lien.pdf	Taille : 50 ko, MD5 : 15937eb7a6dad6f879d173e828265698	(purgé)
2023-268 2.7-Règlement avant modification.pdf	Taille : 15 Mo, MD5 : 4cb2ddcbe580f99c4e457f97e1055760	(purgé)
2023-268 2.8-Règlement après modification.pdf	Taille : 15 Mo, MD5 : 1a348fa6d685abea03c05da83508704d	(purgé)
2023-268 2.6-Plan de zonage après modification.pdf	Taille : 7 Mo, MD5 : 762fd0886f64485d5d9df97c11bce90a1	(purgé)
2023-268 - PLANIFICATION (15)-Délibération arrêt du projet - RA du PLU de WB.pdf	Taille : 3 Mo, MD5 : 2af0a801c564edf03e762cffe200u94d	(purgé)
2023-268 DOSSIER ADMINISTRATIF - RA du PLU de WB.pdf	Taille : 7 Mo, MD5 : fac09u4ddd245854eb0f05076b0d9532	(purgé)
2023-268 2.0 Dossier de révision - sommaire.pdf	Taille : 290 ko, MD5 : 687623a0c765805b03fe51c8e115b421	(purgé)
2023-268 2.1-Notice explicative.pdf	Taille : 4 Mo, MD5 : 499c01417fe5197b86a60084f79df826	(purgé)
2023-268 2.2 Evaluation environnementale.pdf	Taille : 15 Mo, MD5 : 3a7b79ea3ae26011c296151b87446a66	(purgé)
2023-268 2.3 -Résumé non technique.pdf	Taille : 10 Mo, MD5 : f41d46e120a510898dfef892c2fe6e56	(purgé)
2023-268 2.4-Etude écologique.pdf	Taille : 9 Mo, MD5 : 0e5a031f32890ee4843fd4f5815eb326	(purgé)



Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

Dossier administratif

VI – Notification de l'arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d'examen conjoint

- Réunion d'examen conjoint

-Courriers

Montreuil-sur-Mer, le 19 février 2024,

Madame, Monsieur,

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous convier à la réunion d'examen conjoint concernant la révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp qui se tiendra :

-Le lundi 04 Mars 2024 à 15h00 au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM - 11/13 Place Gambetta - 62170 MONTREUIL-SUR-MER) en salle Baie de Canche.

Vous trouverez les pièces du dossier d'arrêt via le lien ci-dessous :
<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/GwW8yNogr5A78ja>

**Pôle Aménagement
du
Territoire**
Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/JCA/IB/SQ/JC
N° 2024-947

Objet :
Invitation - Réunion
d'examen conjoint du
projet de révision
allégée du PLU de
Wailly-Beaucamp

PJ : Dossier d'arrêt

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.

Bruno COUSEIN

Maire de Berck

Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du Canton de Berck





Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

Dossier administratif

VI – Notification de l'arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d'examen conjoint

- Réunion d'examen conjoint

-Tableau

Révision Allégée du PLU de WB –

REUNION D'EXAMEN CONJOINT - INVITATION

Liste des PPA	Dates de réception
Direction départementale des territoires et de la Mer Service urbanisme Unité planification urbaine 100 avenue Winston Churchill 62022 Arras Cedex	Date d'envoi : MELANISSIMO le 22/02/2024 Avis
Sous – Préfecture Monsieur le Sous-Préfet Rue d'Hérambault 62170 Montreuil-sur-Mer	Date d'envoi : MELANISSIMO le 22/02/2024 Avis
Préfecture du Pas-de-Calais Monsieur le Préfet Rue Ferdinand Buisson 62000 Arras	Date d'envoi : MELANISSIMO le 22/02/2024 Avis
DREAL Nord-Pas-de-Calais/ MRAE 44 rue de Tournai CS 40 259 F 59019 LILLE CEDEX	Date d'envoi : mail le 22/02/2024 Avis
CDPENAF	Date d'envoi : mail le 22/02/2024 Avis <i>Avis simple défavorable lors de la notification de l'arrêt du projet en date du 01/03/2024</i>
MAIRIE DE WAILLY-BEAUCAMP 7 rue de l'Eglise 62170 WAILLY-BEAUCAMP	Date d'envoi : 22/02/2024 Reçu le : 23/02/2024 Avis
Chambre de Commerce et d'Industrie Côte d'Opale 24 Boulevard des Alliés - BP 199 62104 Calais Cedex	Date d'envoi : 22/02/2024 Reçu le : 23/02/2024 Avis
Chambre de métiers et de l'artisanat Monsieur le Président 9 rue du Montjoie ZAC du Montjoie 62280 Saint-Martin-Boulogne	Date d'envoi : 22/02/2024 Reçu le : 26/02/2024 Avis
Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais 56 avenue Roger Salengro 62223 Saint-Laurent-Blangy	Date d'envoi : 22/02/2024 Reçu le : 23/02/2024 Avis

Comité régional de la conchyliculture 35 rue du Littoral BP 5 50560 Gouville-sur-Mer	Date d'envoi : 22/02/2024 Reçu le : 26/02/2024 Avis
Parc Naturel Marin Chemin de la Warenne 62360 Saint-Etienne-au-Mont	Date d'envoi : 22/02/2024 Reçu le : 26/02/2024 Avis
Conseil Départemental Rue Ferdinand Buisson 62000 Arras	Date d'envoi : 22/02/2024 Reçu le : 26/02/2024 Avis <i>Avis sans objet lors de la notification de l'arrêt du projet en date du 04/12/2023</i>
Conseil Régional Monsieur le Président 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	Date d'envoi : 22/02/2024 Reçu le : 23/02/2024 Avis
Conseil Régional Monsieur le Président AOM 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	Date d'envoi : 22/02/2024 Reçu le : 23/02/2024 Avis
SNCF Direction Immobilière territoriale Nord Pôle Synthèse Innovation Urbanisme Immeuble Perspective – 7 ^{ème} étage 449 avenue Willy Brandt 59777 EURALILLE	Date d'envoi : 22/02/2024 Reçu le : 26/02/2024 Avis <i>Avis sans objet lors de la notification de l'arrêt du projet en date du 20/11/2023</i>
Office National des Forêts Maison Forestière de Beauvoir - 96 place des Templiers - 80150 FOREST L'ABBAYE	Date d'envoi : 22/02/2024 Reçu le : 01/03/2024 Avis
Syndicat mixte du Montreuillois 62650 Hucqueliers	Date d'envoi : 22/02/2024 Reçu le : 26/02/2024 Avis



Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

Dossier administratif

VI – Notification de l'arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d'examen conjoint

- Réunion d'examen conjoint

-Accusés de réception

En provenance de : ~~Mairie de Wailly-Beaucamp~~
~~7 Rue de l'Église~~
~~62170 Wailly-Beaucamp~~

LA POSTE
 Numéro de l'AR : **RECOMMANDÉ : AVIS DE RÉCEPTION**
AR 2C 166 957 2479 4

SCR2 V26 NBR 2A 20-1065906 03-22

Présenté / Avisé le : / /
 Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agissant n° CB03

FRAB
 Renvoyer à
 CABINET CA2BM
 reçu le : 26 FEV. 2024
 Plan F
 11.13 Place Gambetta
 62170 Montreuil / mer

En provenance de : ~~Chambre d'Agriculture~~
~~50 Avenue de la République~~
~~62170 Montreuil-Beaucamp~~

LA POSTE
 Numéro de l'AR : **RECOMMANDÉ : AVIS DE RÉCEPTION**
AR 2C 166 957 2483 1

SCR2 V26 NBR 2A 20-1065906 03-22

Présenté / Avisé le : 23 / 02 / 2024
 Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agissant n° CB03

FRAB
 Renvoyer à
 CABINET CA2BM
 reçu le : 04 MARS 2024
 Plan F
 11.13 Place Gambetta
 62170 Montreuil / mer

En provenance de : ~~Chambre des Comptes et d'Industrie~~
~~Chambre de Commerce~~
~~71 Boulevard de l'Allée~~
~~62170 Montreuil-Beaucamp~~

LA POSTE
 Numéro de l'AR : **RECOMMANDÉ : AVIS DE RÉCEPTION**
AR 2C 166 957 2481 7

SCR2 V26 NBR 2A 20-1065906 03-22

Présenté / Avisé le : / /
 Distribué le : 23 / 02 / 2024

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agissant n° CB03

FRAB
 Renvoyer à
 CABINET CA2BM
 reçu le : 26 FEV. 2024
 Plan F
 11.13 Place Gambetta
 62170 Montreuil / mer

En provenance de : ~~Chambre d'Agriculture~~
~~50 Avenue de la République~~
~~62170 Montreuil-Beaucamp~~

LA POSTE
 Numéro de l'AR : **RECOMMANDÉ : AVIS DE RÉCEPTION**
AR 2C 166 957 2489 3

SCR2 V26 NBR 2A 20-1065906 03-22

Présenté / Avisé le : 26 / 02 / 2024
 Distribué le : 01 / 03 / 2024

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agissant n° CB03

FRAB
 Renvoyer à
 CABINET CA2BM
 reçu le : 05 MARS 2024
 Plan F
 11.13 Place Gambetta
 62170 Montreuil / mer

TM0605 / 3

En provenance de : ~~Conseil Départemental~~
~~Rue Faidherbe~~
~~62170 ARRAS~~

LA POSTE
 Numéro de l'AR : **RECOMMANDÉ : AVIS DE RÉCEPTION**
AR 2C 166 957 2486 2

SCR2 V26 NBR 2A 20-1065906 03-22

Présenté / Avisé le : Département du PAS-DE-CALAIS
 Distribué le : / /

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agissant n° CB03

FRAB
 Renvoyer à
 CABINET CA2BM
 reçu le : 26 FEV. 2024
 Plan F
 11.13 Place Gambetta
 62170 Montreuil / mer

En provenance de : ~~Parc National Marin~~
~~Chambre d'Agriculture~~
~~62170 Montreuil-Beaucamp~~

LA POSTE
 Numéro de l'AR : **RECOMMANDÉ : AVIS DE RÉCEPTION**
AR 2C 166 957 2485 5

SCR2 V26 NBR 2A 20-1065906 03-22

Présenté / Avisé le : 26 / 02 / 2024
 Distribué le : 26 / 02 / 2024

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agissant n° CB03

FRAB
 Renvoyer à
 CABINET CA2BM
 reçu le : 28 FEV. 2024
 Plan F
 11.13 Place Gambetta
 62170 Montreuil / mer

En provenance de :

~~Chambre de métiers et de l'artisanat
11.13 Place Garibaldi
67170 Montreuil-sur-Meuse~~

SGR2 V26 NSR 2A 20-1065906 03-22

Présenté / Avisé le :
Distribué le : 26/2/24

Je soussigné(e) déclare être

☐ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre :

Chambre de métiers et de l'artisanat

Agence Entreprise

11.13 Place Garibaldi

67170 Montreuil-sur-Meuse

courriel : ...@chambredefrance.fr

Tél : 03 21 99 91 91



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**

AR 2C 166 957 2482 4



CABINET CAZBM
reçu le : 27/2/24

27 FEV. 2024

11.13 Place Garibaldi

67170 Montreuil-sur-Meuse

En provenance de :

~~35 Rue de l'Éclair - 1395
50500 Gisors - Eure~~

SGR2 V26 NSR 2A 20-1065906 03-22

Présenté / Avisé le :
Distribué le : 26 FFV 2024

Je soussigné(e) déclare être

☐ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre :

A43



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**

AR 2C 166 957 2488 6



CABINET CAZBM
reçu le : 28/2/24

28 FEV. 2024

11.13 Place Garibaldi

67170 Montreuil-sur-Meuse

En provenance de :

~~35 Rue de l'Éclair - 1395
50500 Gisors - Eure~~

SGR2 V26 NSR 2A 20-1065906 03-22

Présenté / Avisé le :
Distribué le : 26/02/24

Je soussigné(e) déclare être

☐ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre :



Numéro de l'AR :

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**

AR 2C 166 957 2484 8



CABINET CAZBM
reçu le : 28/2/24

28 FEV. 2024

11.13 Place Garibaldi

67170 Montreuil-sur-Meuse

Invitation - réunion d'examen conjoint du projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp



Julien COIC

À 'cdpenaf@pas-de-calais.gouv.fr'; 'christophe.lefint@pas-de-calais.gouv.fr'



↳ Répondre

↳ Répondre à tous

→ Transférer



jeu. 22/02/2024 14:07



courrier invitation réunion examen conjoint WB.pdf
138 KB

Madame, Monsieur,

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous convier à la réunion d'examen conjoint concernant la révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp qui se tiendra :

-Le lundi 04 Mars 2024 à 15h00 au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM - 11/13 Place Gambetta - 62170 MONTREUIL-SUR-MER) en salle Baie de Canche.

Vous trouverez les pièces du dossier d'arrêt via le lien ci-dessous :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/GwW8yNogr5A78ja>

Cordialement,

Julien COIC

Instructeur en Autorisations Droit des Sols

Service ADS / Publicité

Pôle Développement et Aménagement du Territoire

☎ : 03.21.90.94.66 / Poste : 90 08

✉ : j.coic@ca2bm.fr

685 Rue de Paris, 62170 Écuines



11-13, Place Gambetta
62170 Montreuil-sur-Mer
Standard : 03.21.06.66.66

Retrouvez-nous sur : ca2bm.fr

Invitation - réunion d'examen conjoint du projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp



Julien COIC

À 'avisae.dreal-npdcp@developpement-durable.gouv.fr'



↳ Répondre

↳ Répondre à tous

→ Transférer



jeu. 22/02/2024 14:08



courrier invitation réunion examen conjoint WB.pdf
138 KB

Madame, Monsieur,

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous convier à la réunion d'examen conjoint concernant la révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp qui se tiendra :

-Le lundi 04 Mars 2024 à 15h00 au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM - 11/13 Place Gambetta - 62170 MONTREUIL-SUR-MER) en salle Baie de Canche.

Vous trouverez les pièces du dossier d'arrêt via le lien ci-dessous :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/GwW8yNogr5A78ja>

Cordialement,

Julien COIC

Instructeur en Autorisations Droit des Sols

Service ADS / Publicité

Pôle Développement et Aménagement du Territoire

☎ : 03.21.90.94.66 / Poste : 90 08

✉ : j.coic@ca2bm.fr

685 Rue de Paris, 62170 Écuire



11-13, Place Gambetta
62170 Montreuil-sur-Mer
Standard : 03.21.06.66.66

Retrouvez-nous sur : ca2bm.fr

Application interministérielle de la MCE pour l'échange de fichiers volumineux par messagerie

Mélanissimo - Ng

Envoyé: « Invitation - réunion d'examen conjoint du projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp »

Message

Date de validation du message : 22 févr. 2024

Expéditeur : j.cole@ca2bm.fr

À :

dctm-sua@pas-de-calais.gouv.fr	Envoyé le 22/02/2024 à 16:09 (Europe/Paris) téléchargés: 0 / 1
dctm-sua-faej-mission-d-appui@pas-de-calais.gouv.fr	Envoyé le 22/02/2024 à 16:09 (Europe/Paris) téléchargés: 0 / 1
dctm-saat@pas-de-calais.gouv.fr	Envoyé le 22/02/2024 à 16:09 (Europe/Paris) téléchargés: 0 / 1
pref-dci@pas-de-calais.gouv.fr	Envoyé le 22/02/2024 à 16:09 (Europe/Paris) téléchargés: 0 / 1
sp-montreuil@pas-de-calais.gouv.fr	Envoyé le 22/02/2024 à 16:09 (Europe/Paris) téléchargés: 0 / 1

Sujet : Invitation - réunion d'examen conjoint du projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp

Corps du message :

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous convier à la réunion d'examen conjoint concernant la révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp qui se tiendra : **-Le lundi 04 Mars 2024 à 15h00 au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM - 11/13 Place Gambetta - 62170 MONTREUIL-SUR-MER) en salle Baie de Canche,**

Vous trouverez les pièces du dossier d'arrêt via le lien ci-dessous : <https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/GwW8yNogr5A78ja>

Cordialement,

Fichier(s) joint(s) disponible(s) jusqu'au 23/02/2024 à 16:09 (Europe/Paris)

 courrier invitation réunion examen conjoint WA.pdf Taille : 137 ko, MD5 : 123e70cf18a5e9a76c47eabd07c025b5 



Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

Dossier administratif

VI – Notification de l'arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d'examen conjoint

- Réunion d'examen conjoint
- Support de présentation de la réunion d'examen conjoint

Révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp

Examen conjoint des PPA

Le 4 mars 2024

Procédure mise en place

L'objectif est de permettre l'extension de la carrière de Wailly-Beaucamp afin de pérenniser l'activité d'exploitation.

Cette évolution nécessite une réduction d'un espace agricole au bénéfice du secteur dédié à l'exploitation de carrière.

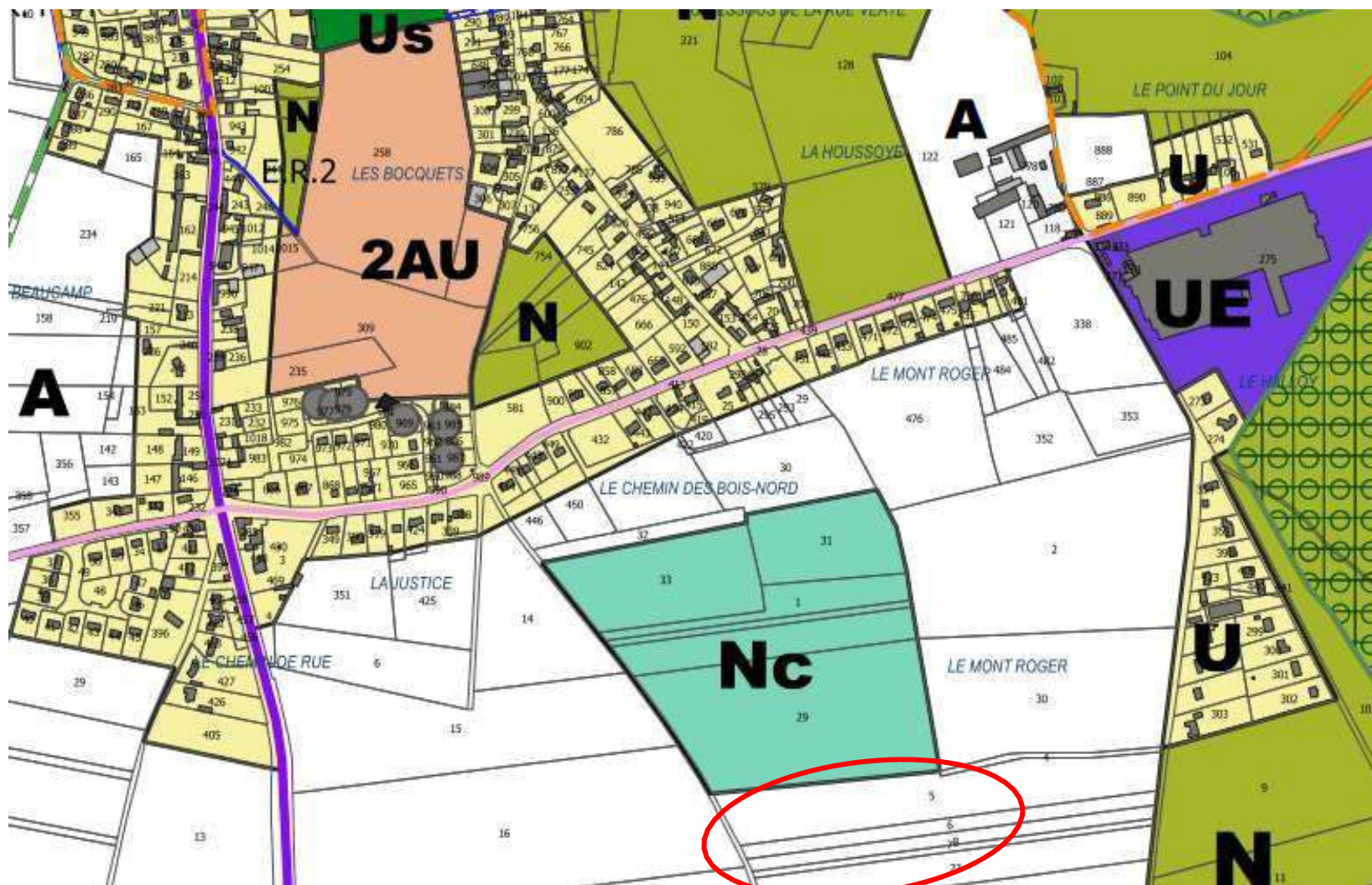
La procédure adéquate est donc la révision allégée au titre de l'article L153-34 du code de l'urbanisme :

*« Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, **sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :***

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

(...) »

Objet de la révision allégée



Objet de la révision allégée

- Le territoire communal accueille 3 carrières ouvertes depuis les années 50.
- L'exploitation de carrière concernée par la procédure est la carrière SAISON, située à l'arrière de la route de Boisjean, dans la plaine agricole. Le périmètre d'exploitation de la carrière a connu 2 extensions depuis sa mise en exploitation.
- Le périmètre exploité est identifié en secteur naturel dédié à l'exploitation de carrière, Nc.
- Le projet d'extension de la carrière concerne les parcelles ZC5, ZC6, ZC7, ZC8 et ZC23, actuellement classées en zone agricole A.
- Ce nouveau projet d'extension est motivé en prévision de l'épuisement prochain du gisement, lequel aurait pour conséquence la cessation de l'activité.
- L'objectif est de pérenniser l'activité de l'exploitation sur le territoire, afin de maintenir l'emploi et l'économie locale.

La justification de l'intérêt général du projet

- L'intérêt général du projet est particulièrement justifié sous le prisme de l'économie locale et de l'emploi. En l'état, le devenir de l'exploitation est menacé à court terme étant donné que le gisement arrive à épuisement.
- L'extension du périmètre d'exploitation est donc indispensable pour éviter la cessation d'activité et sauvegarder l'emploi.
- La jurisprudence considère que les projets concourant au développement économique, tel que le développement de l'emploi ou la lutte contre le chômage, revêtent un caractère d'intérêt général (Conseil d'Etat 23/05/86 n°48238, Conseil d'Etat 21/05/2008 n°301647, Conseil Constitutionnel 18/12/2003 n°2003-487 DC).
- Le projet d'extension du périmètre de la carrière a étudié différents scénarios alternatifs permettant de reprendre le site emportant le moins d'incidence sur l'environnement.

La justification de l'intérêt général du projet

Bilan du projet

Points positifs

- Développement économique de la carrière et création d'emplois,
- Mise en œuvre du projet politique de la commune,
- Absence d'enjeux écologiques sur la zone d'extension,
- Réalisation d'une haie prévue autour de l'extension, limitant les impacts sur le paysage,
- Renaturation prévue du site existant (11,3 ha), qui permet de compenser l'extension du site.

Points négatifs

- Impact sur l'agriculture (4,09ha d'espace cultivés, soit 0,5% des surfaces agricoles de la commune),
- Projet d'extension situé au sein d'une aire d'alimentation de captage et en zone de vulnérabilité moyenne pour la ressource en eau.

Scénarios alternatifs



Alternatives de développement

Légende

Extension de la carrière

- 1
- 2
- 3
-

Scénarios alternatifs

Thématique	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Géologie	Limons des plateaux sur craie	Limons des plateaux sur craie	Alluvions fluviales anciennes: cailloutis de silex, sables et graviers
Occupation des sols	Culture	Culture	Prairie
Potentialité écologique	Faible	Faible	Modéré
Proximité avec le tissu urbain	Habitation la plus proche 300 mètres	170 mètres	20 mètres
Continuité écologique	Continuité agricole	Continuité agricole et bocagère	Continuité prairiale et bocagère
Zone humide	Absence de zone humide	A définir	A définir (zone humide possible du fait d'un creux topographique)
Risque	Absence de risque majeur	Absence de risque majeur	Absence de risque majeur
Paysage	Visible depuis les voiries	Visible depuis les habitations et les voiries	Visible depuis les habitations
Services écosystémiques globaux	Faible (perte du service d'approvisionnement)	Faible (perte du service d'approvisionnement)	Moyen (perte des services culturel et de régulation)



Alternatives de développement et services écosystémiques

Légende

Extension de la carrière

- 1
- 2
- 3

Services écosystémiques - Global

- Très faible
- Faible
- Moyen
- Fort



Localisation des haies et bosquets

Légende

Extension de la carrière

- 1
- 2
- 3

Végétations

- Bois
- Forêt fermée de feuillus
- Forêt ouverte
- Haie

- Le **scénario 1** est le plus éloigné du tissu urbain et entrainera une gêne sonore moins importante. La présence d'une zone humide a été écartée. L'extension en zone agricole entrainera une perte de biodiversité moindre.
- Le **scénario 2** les potentialités écologiques sont moindres. La haie bocagère devra être maintenue. En revanche l'extension se situera à seulement 170 mètres de la première habitation.
- Le **scénario 3** se situe dans une entité géologique différente et l'utilité d'une zone d'extraction à cet endroit peut être remis en question. Ce scénario entraine une perte de haies bocagères et de prairies et de deux types de services écosystémiques (régulation et approvisionnement). La première habitation se situe à seulement 20 mètres au nord.

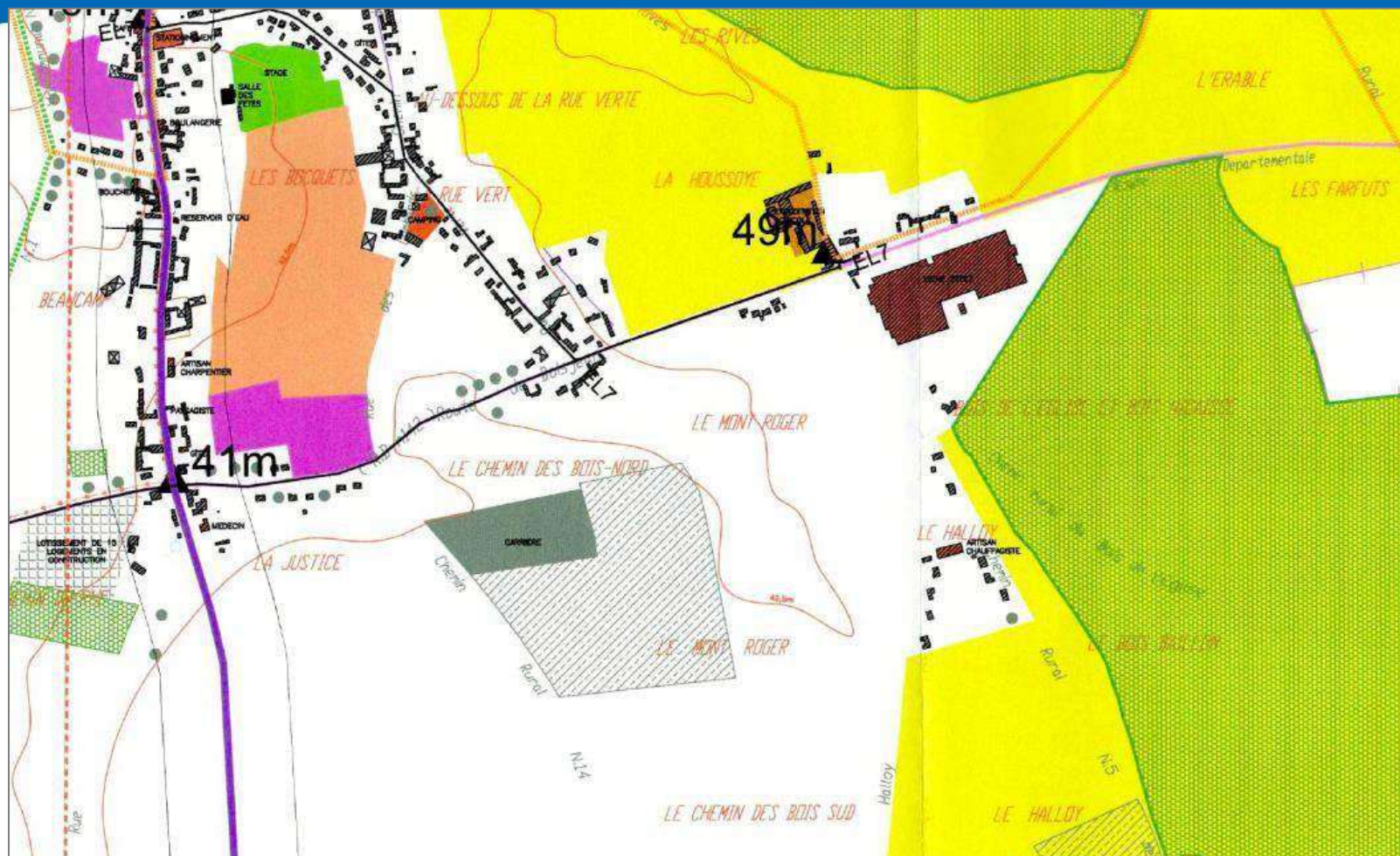
La compatibilité du projet avec le PADD

Le projet d'extension de la carrière a pour objectif de maintenir l'activité économique et l'emploi sur le territoire. Cette extension intervient nécessairement étant donné que carrière actuelle arrive à la fin de ses capacités d'exploitation.

Afin d'éviter la cessation de l'activité, pourvoyeuse d'emploi à l'échelle locale et fournissant des matériaux en circuits courts, une extension du périmètre de l'exploitation est la seule solution.




Le schéma du PADD préfigure la carrière et les projets de déploiement de celle-ci.

Le projet met en l'œuvre l'axe 2 du PADD « Conforter les activités économiques ».



TROIS OBJECTIFS MAJEURS POUR WAILLY-BEAUCAMP

1 - L'URBANISATION MULTIFONCTIONNELLE A DOMINANTE D'HABITAT

-  RECONNAITRE ET CONFORTER LE TISSU BÂTI EXISTANT
-  L'URBANISATION EN PROJET A COURT TERME : 4 hectares
-  L'URBANISATION EN PROJET A LONG TERME : 10 hectares

2 - CONFORTER LES ACTIVITES ECONOMIQUES

-  L'ESPACE AGRICOLE RECONNU ET CONFORTE
-  PROJET DE ZONE D'ACTIVITES INDUSTRIELLES, ARTISANALES ET COMMERCIALES : 10 hectares
-  CARRIERE EN PROJET
-  L'USINE STOLZ

3 - LA MISE EN VALEUR DU CADRE DE VIE ET LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

-  LES ESPACES BOISES
-  LES ESPACES BOISES SOUMIS A AUTORISATION DE DEFRICHEMENT
-  LES ESPACES DE HAUTE VALEUR ENVIRONNEMENTALE
-  ITINERAIRE CYCLOTOURISTIQUE
-  ITINERAIRE DE LIAISON EQUESTRE

La compatibilité du projet avec le SCOT

Le SCoT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois décline parmi ses objectifs stratégiques « **Affirmer une économie d'excellence ancrée dans les fondamentaux du territoire, mis en synergie autour du « bien vivre » et vecteur du développement social** »

Le PADD du SCoT aborde notamment :

- **Les filières primaires** : protéger l'espace productif, accompagner et anticiper les besoins de mutation des modes d'exploitation, la prise en compte des besoins immobiliers liés à la vente et à la transformation
- **L'Industrie et les services aux entreprises** : organisation d'une offre foncière et immobilière adaptée

La compatibilité avec le SAGE de l'Authie

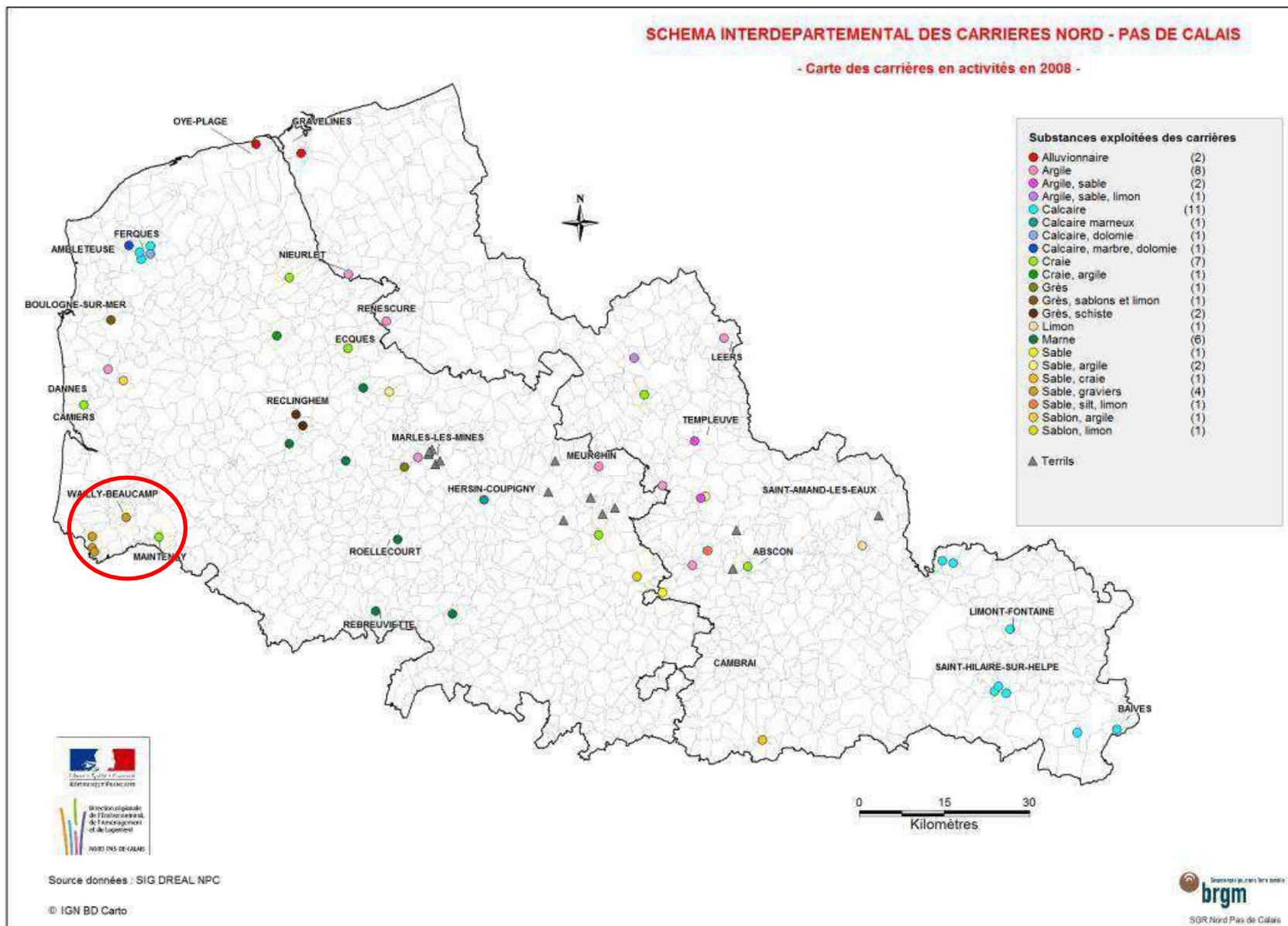
■ SAGE Authie en cours d'élaboration.

Thème	Sous-thème	Enjeux	Compatibilité du projet
Qualité de l'eau	Eaux pluviales	<ul style="list-style-type: none"> · Eviter la diffusion des pollutions issues du ruissellement ; · Limiter les risques d'érosion de sols ; · Limiter les risques d'inondations par ruissellement ; · Améliorer le fonctionnement des réseaux unitaires. 	Non concerné
	Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> · Protéger la ressource en eau et les milieux aquatiques. 	Non concerné
	Protection de la ressource	<ul style="list-style-type: none"> · Assurer un bon niveau qualitatif et quantitatif des ressources en eau superficielle et souterraine. 	Des mesures chantier sont prises afin de préserver les masses d'eau souterraines.
Risques	Ruissellement	<ul style="list-style-type: none"> · Limiter les risques d'inondation par ruissellement ; · Limiter les risques d'érosion ; · Réduire le risque de pollution des eaux de surface, eaux souterraines et eaux de baignade. 	Non concerné
	Inondation	<ul style="list-style-type: none"> · Réduction et prévention du risque inondation pour les biens et les personnes. 	Non concerné
Milieux naturels	Trames vertes et bleues	<ul style="list-style-type: none"> · Maintenir et/ou restaurer les continuités écologiques afin d'assurer la vie et le développement des cycles biologiques. 	Le site d'extension pourra être végétalisé.
	Zones humides	<ul style="list-style-type: none"> · Prévenir les risques inondation et rétablir les fonctionnalités liées aux zones tampons (inondation et restitution lors des sécheresses) ; · Enjeux biochimiques de filtration des polluants ; · Préserver la biodiversité. 	Une étude de détermination de zone humide a été réalisée. La zone d'extension n'est pas classée zone humide.

La compatibilité du projet avec le schéma interdépartemental des carrières

- Le schéma interdépartemental des carrières fixe des objectifs en matière d'utilisation des ressources, le projet d'extension de la carrière permettra d'atteindre ces objectifs fixés dans le schéma.
- Les matériaux extraits de la carrière de Wailly-Beaucamp font partie de la catégorie de matériaux classée en déclin pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais : les sables et graviers.
- Pour le département du Pas-de-Calais, est prévue une possibilité de réserve autorisée pouvant être augmentée. L'autorisation concerne les sables landéniens, wealdiens, quaternaires et jurassiques.
- La région Nord-Pas-de-Calais étant déficitaire en sables, l'exploitation de sables terrestres, de sables sous-produits de l'exploitation de roches massives ou de sables maritimes pourrait pallier ce déficit.
- Le projet d'extension de la carrière de Wailly-Beaucamp pourra permettre d'atteindre les objectifs fixés dans le schéma interdépartemental des carrières.

La compatibilité du projet avec le schéma interdépartemental des carrières



L'impact foncier

Visualisation des flux de consommation d'espace pour la période de 2009 à 2021

Consommation d'espace pour la période 2009-2021 (m²)

legende

- de 0 à 10 000 m² (entre 0 à 1 ha)
- de 10 000 à 20 000 m² (entre 1 et 2 ha)
- de 20 000 à 50 000 m² (entre 2 et 5 ha)
- de 50 000 à 100 000 m² (entre 5 et 10 ha)
- de 100 000 à 200 000 m² (entre 10 et 20 ha)
- plus de 200 000 m² (plus de 20 ha)

Carte à afficher

Consommation d'espace pour la période 2009-2021 (m²)

Dont consommation à usage d'habitat 2009-2021 (m²)

Dont consommation à usage d'activité 2009-2021 (m²)

Taux d'espace consommé par rapport à la surface communale 2009-2021 (%)

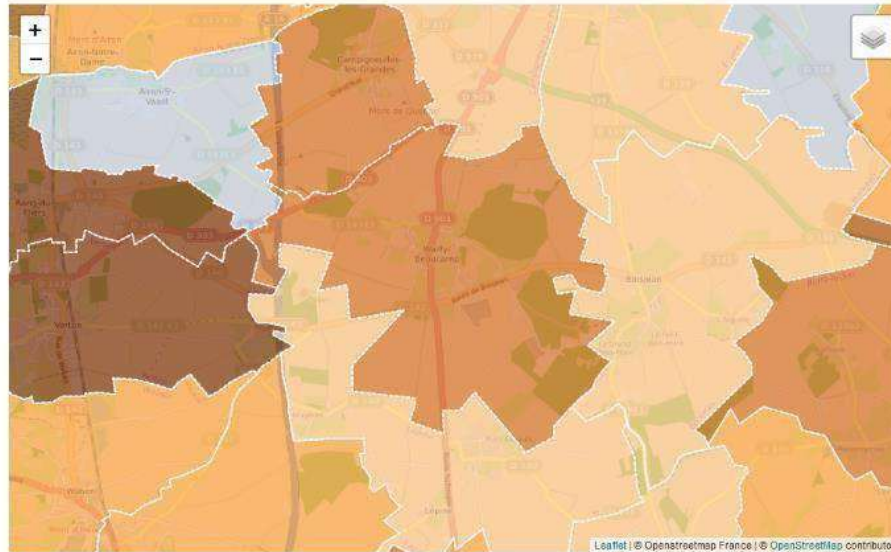
Variation population 2013-2018

Variation emplois 2013-2018

M² consommé / variation population (2013 à 2018)

Evolution ménages / Ha consommé pour l'habitat (2013 à 2018)

Evolution ménages+emplois / Ha consommé (2013 à 2018)



62 - Pas-de-Calais

62870 - Wailly-Beaucamp

Wailly-Beaucamp

(EPCI CA des Deux Baies en Montreuillois)

données pour la période 2009-2021

91 622 m²

de nouvelles surfaces consommées

soit 0.64%

de la surface communale nouvellement consommée

dont 39 556 m²

de surfaces consommées de type habitat

dont 46 688 m²

de surfaces consommées de type activité

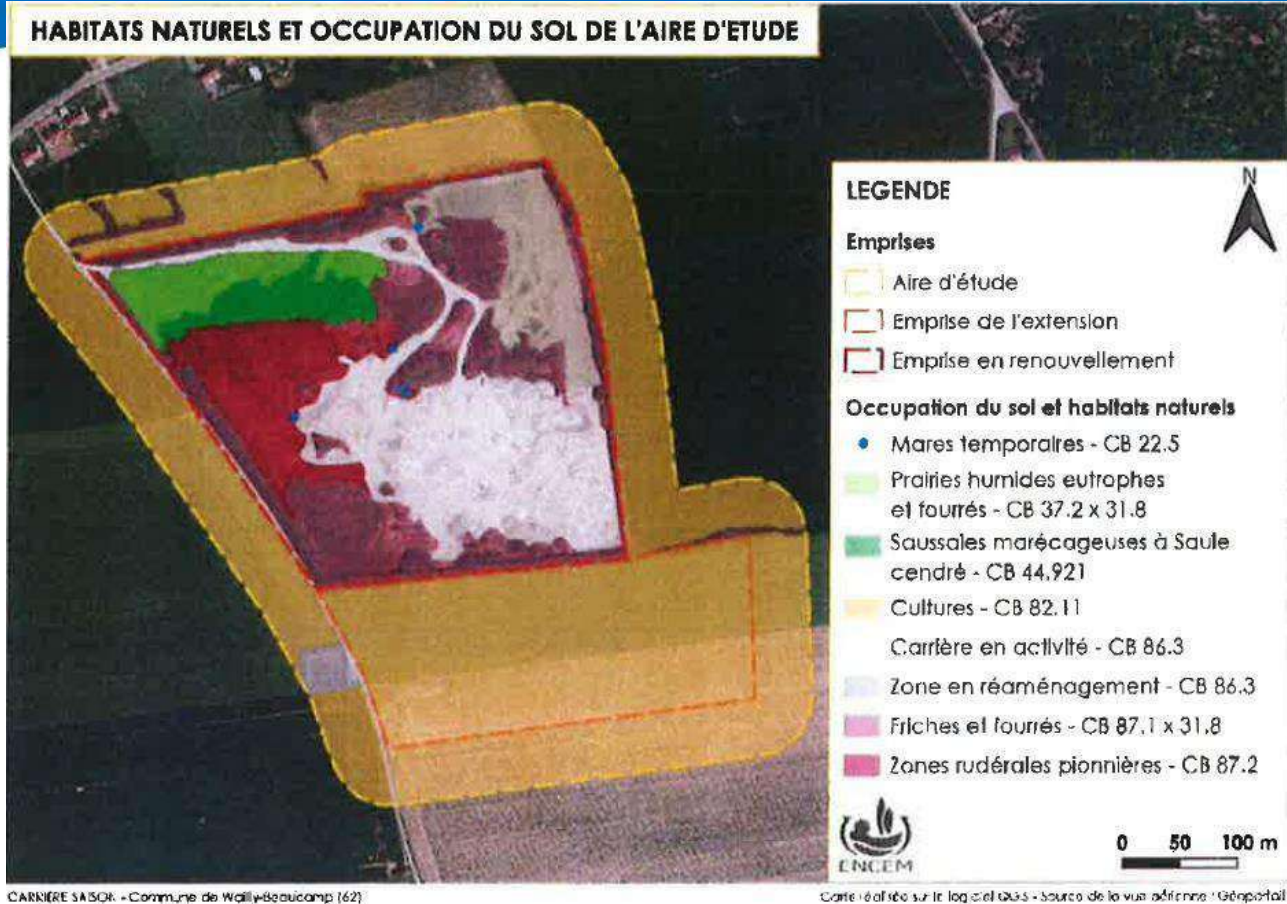
dont 0 m²

de surfaces consommées mixte

- Le portail de l'artificialisation identifie une consommation de 8Ha entre 2011-2021
- La zone d'extension projetée représente 3,5Ha de terres agricoles

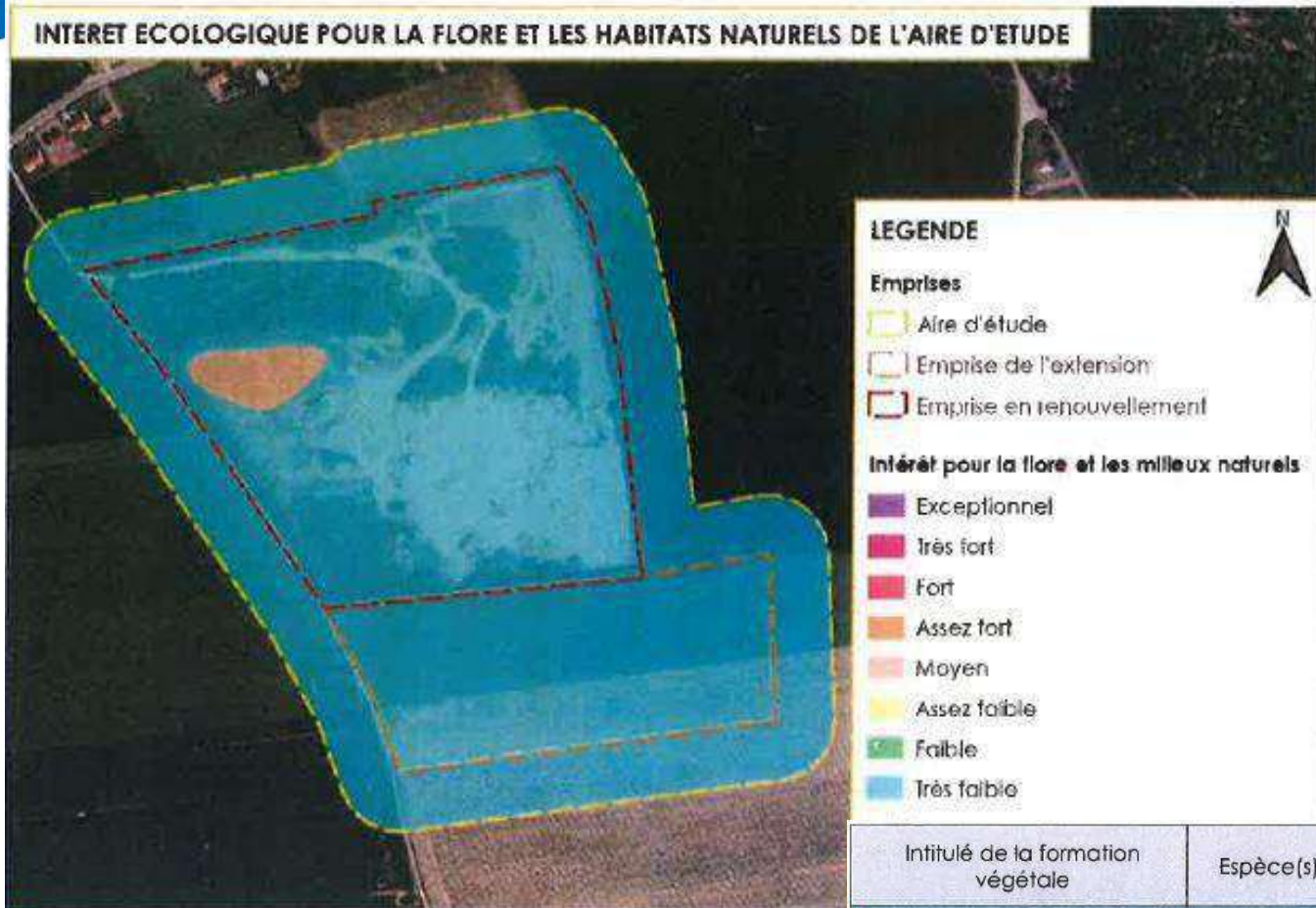
Les enjeux environnementaux

- Absence de zone Natura 2000 sur le territoire
- Site du projet à proximité de la ZNIEFF II « Basse vallée de l'Authie et ses versants entre Douriez et l'Estuaire »
- Site du projet soumis au retrait – gonflement des argiles (aléa moyen)
- Absence de problématique liée aux inondations
- Site du projet situé localisé en zone de vulnérabilité moyenne des nitrates
- Site du projet localisé dans une aire d'alimentation de captage
- Absence de zone humide et zone à dominante humide sur la commune de Wailly-Beaucamp
- Perspective visuelle sur le site depuis la rue de Boisjean : la haie existante limite l'impact visuel.
- Site du projet concerné par des terres cultivées (blé tendre, orge) et impacte 3 exploitants agricoles disposant d'un bail rural avec la commune, à l'exception de la parcelle ZC5
- Une étude de détermination de zone humide a été réalisée en 2021 : des zones humides ont été caractérisées au nord de la carrière actuellement exploitée



- 2 habitats de zone humide identifiés au nord du périmètre actuellement exploité
- Absence d'intérêt relevé sur le périmètre d'extension projeté.
- Le site présente des enjeux majeurs : une renaturation de la carrière complète est prévue en fin d'exploitation.

INTERET ECOLOGIQUE POUR LA FLORE ET LES HABITATS NATURELS DE L'AIRE D'ETUDE



Carte de la zone d'étude - Commune de Wailly-de-Quincamps (5925)

- 8 habitats inventoriés
- Espèces patrimoniales identifiées résiduellement dans la carrière exploitée
- Absence d'intérêt relevé sur le périmètre d'extension projeté.

Intitulé de la formation végétale	Espèce(s) patrimoniale(s)	Code CORINE Biotopes	Intérêt écologique
Mares temporaires	-	22.5	Très faible
Prairies humides eutrophes et fourrés	-	37.2 x 31.8	
Saussaies marécageuses à Saule cendré	-	44.921	
Cultures	-	82.11	
Carrière en activité	-	86.3	
Zone en réaménagement	-	86.3	
Friches et fourrés	-	87.1 x 31.8	Moyen
Zones rudérales pionnières	1 R? : Cotonnière d'Allemagne 1 RR : Arabette des sables	87.2	

INTERET ECOLOGIQUE POUR LA FAUNE DE L'AIRE D'ETUDE



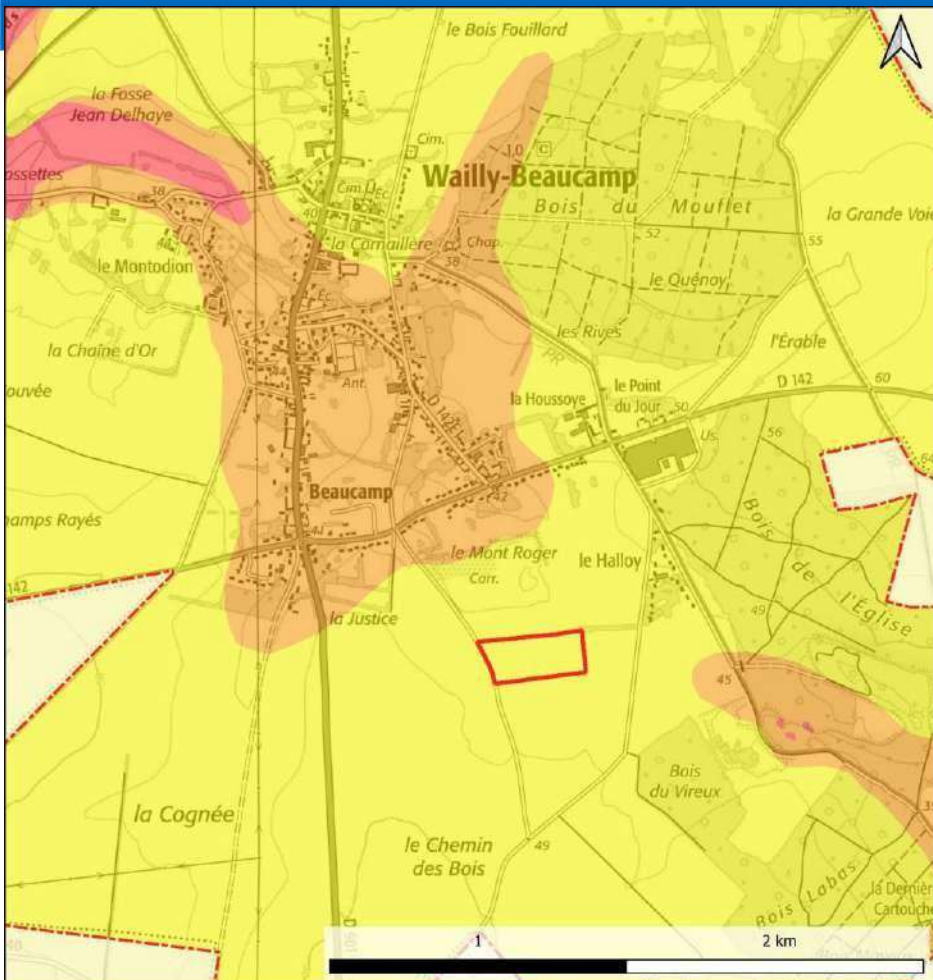
CARRIÈRE SASOL - Commune de Wailly-Baucamp (59)

- Espèces d'intérêt identifiées dans la carrière exploitée
- Absence d'intérêt relevé sur le périmètre d'extension projeté.
- Le site présente des enjeux majeurs : une renaturation de la carrière complète est prévue en fin d'exploitation.

Secteurs	Critères déterminant l'intérêt	Intérêt
Carrière	Aucun	Très faible
Milieux cultivés à l'est, au nord et à l'ouest	Plusieurs espèces d'oiseaux d'intérêt	Assez faible
Milieu cultivé au sud		
Milieu forestier au nord-ouest du site	Nombreuses espèces de chiroptères protégées dont une Vulnérable	Modéré
Front sableux en limite sud-est de la carrière	Nidification certaine de l'Hirondelle de rivage (protection nationale)	
Milieux semi-ouverts de friches et linéaires de haies	Nombreuses espèces d'oiseaux protégées et patrimoniales, nicheurs possibles à probables, comme : l'Alouette des champs, le Bruant jaune, le Chardonneret élégant, la Linotte mélodieuse et le Verdier d'Europe entre autres	Assez fort



- Le projet est peu visible depuis les axes importants du territoire communal.
- La zone d'extension est visible principalement le chemin de desserte. Actuellement cette zone est occupée par une culture.
- La carrière est masquée par la végétation de friche et des buttes de terre.
- La plantation de haies et la réalisation d'une butte sont prévues autour de l'extension du site afin de limiter les impacts sur le paysage.



Vulnérabilité des nappes d'eau souterraine

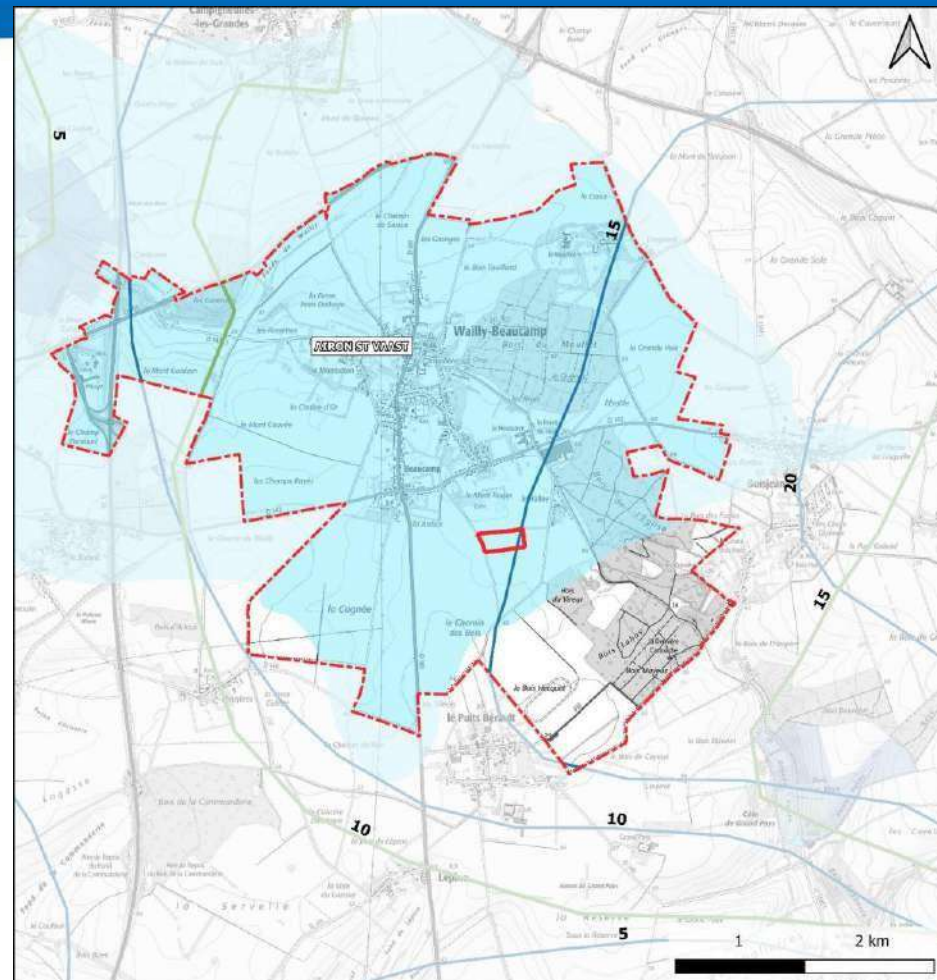
Légende

- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la carrière

Vulnérabilité des eaux souterraines

- Moyen
- Fort
- Très fort

Sources des données : IGN ; SDAGE Artois-Picardie ; URBYSOM
 Fond : IGN SCAN 25
 Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
 Échelle : 1/15000



Localisation des captages d'eau potable

Légende

- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la carrière

- Aires d'Alimentation de Captage
- Piezométrie basses eaux 2009
- Piezométrie Basses Eaux 2009

Etat des captages

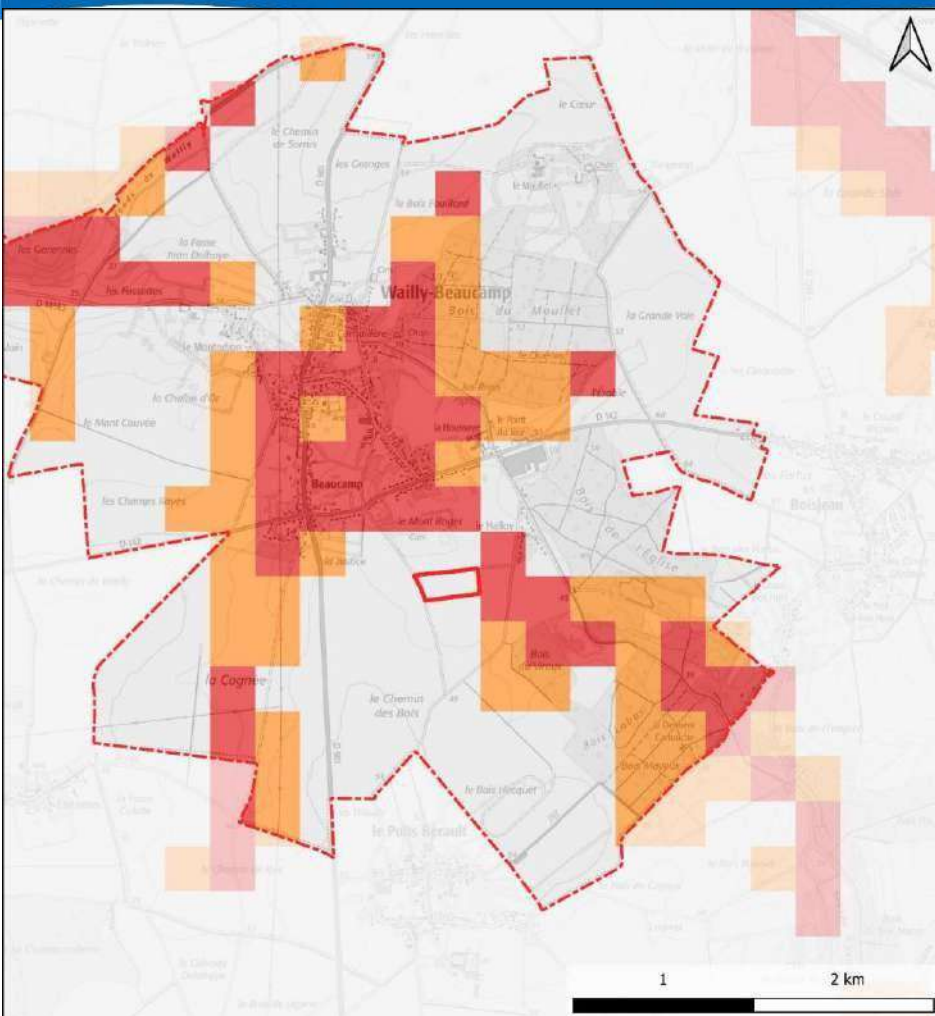
- Actif

Périmètre de protection des captages

- Périmètre éloigné
- Périmètre immédiat
- Périmètre rapproché

Sources des données : IGN ; SDAGE Artois-Picardie ;
 URBYSOM
 Fond : IGN SCAN 25
 Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
 Échelle : 1/34454





Localisation des zones soumises à des risques de remontée de nappes

Légende

--- Limite administrative de Wailly-Beaucamp

— Extension de la carrière

Risque de remontées de nappe

■ Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe, fiabilité MOYENNE

■ Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave, fiabilité MOYENNE

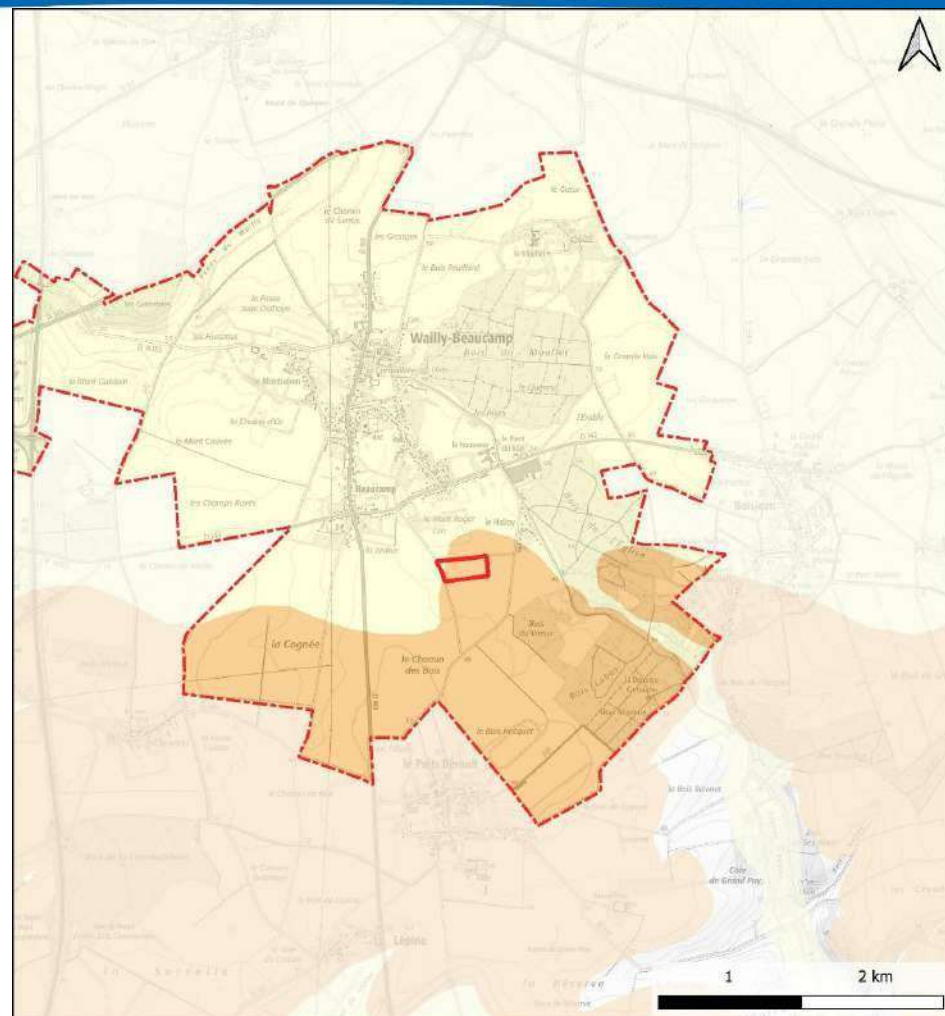
■ Pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave, fiabilité MOYENNE

Source(s) des données : IGN ; Géorisques ; URBYSOM

Fond : IGN SCAN 25

Réalisation : ©URBYSOM - 2/2024

Échelle : 1/25000



Localisation des zones soumises au retrait et au gonflement des argiles

Légende

--- Limite administrative de Wailly-Beaucamp

— Extension de la carrière

Aléa de risque de mouvement des argiles

■ Faible

■ Moyen

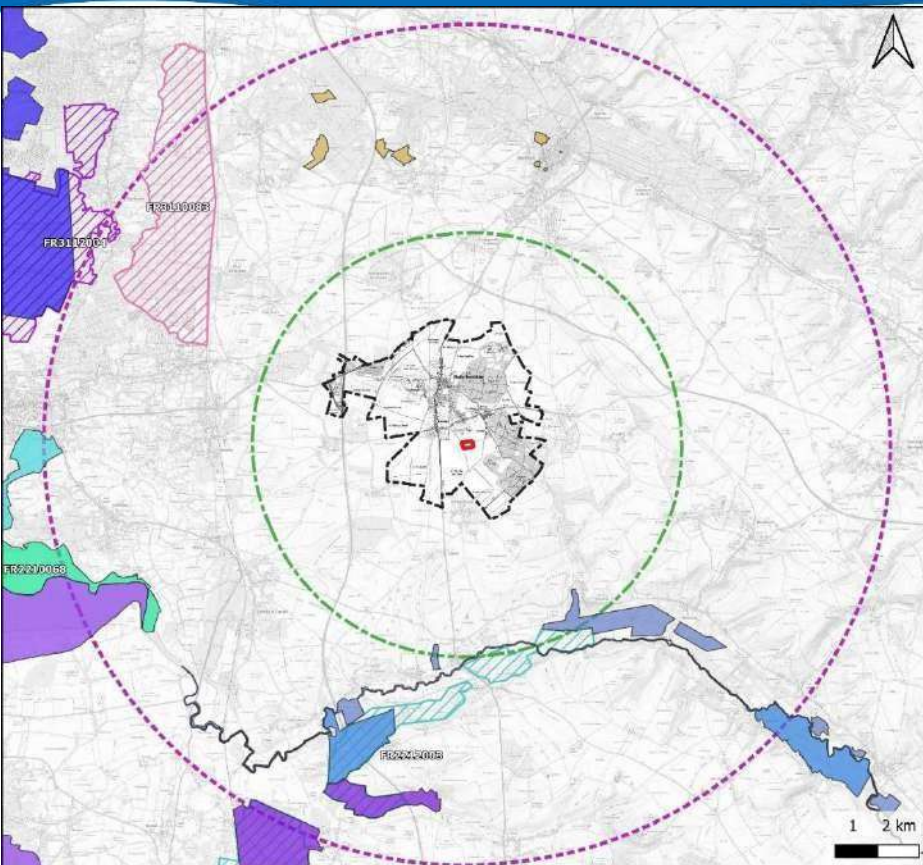
■ Fort

Source(s) des données : IGN ; Géorisques ; URBYSOM

Fond : IGN SCAN 25

Réalisation : ©URBYSOM - 2/2024

Échelle : 1/31639



Localisation des zones NATURA 2000

Légende

- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la carrière
- Périmètre de 10 km
- Périmètre de 5 km

Zones Spéciales de Conservation (ZSC)

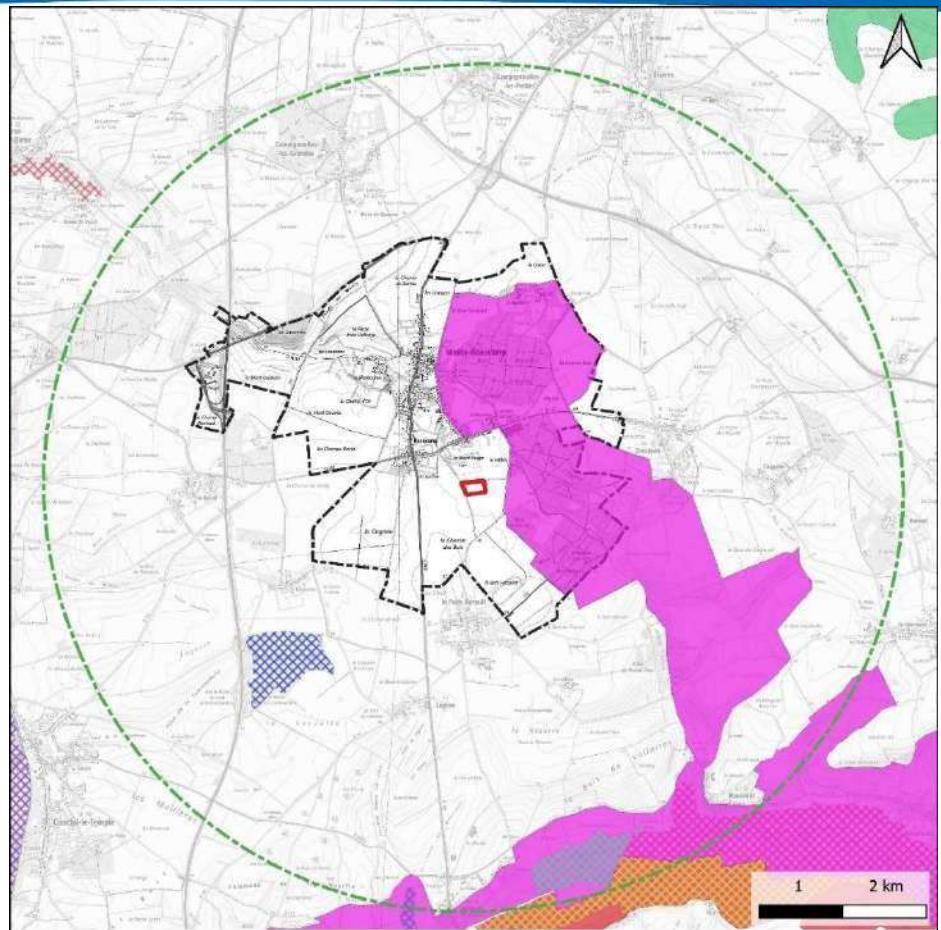
- Baie de Canche et couloir des trois estuaires
- Dunes et marais arrière-littoraux de la Plaine Maritime Picarde
- Estuaire, dunes de l'Authie, Molières de Berck et prairies humides arrière-littorales
- Estuaires et littoral picards (baies de Somme et d'Authie)

- Landes, mares et bois acides du plateau de Sorrus/St Josse, prairies alluviales et bois tourbeux en aval de Montreuil (62)
- Marais arrière littoraux picards
- Prairies et marais tourbeux de la basse vallée de l'Authie
- Vallée de l'Authie

Zones de Protection Spéciales (ZPS)

- Dunes de Merlimont
- Estuaires picards : Baie de Somme et d'Authie
- Marais arrière littoraux picards
- Marais de Balançon

Source(s) des données : IGN ; INPN ; URSYCOM
 Fond : IGN SCAN 25
 Révision : URSYCOM - 12/2022
 Echelle : 1/1066027



Localisation des ZNIEFF

Légende

ZNIEFF de type I

- Anciennes ballastières de Conchil-le-temple
- Bois de la Commanderie à Conchil-le-Temple
- Cours de l'Authie, marais et coteaux associés
- Marais communal de Nempont-Saint-Firmin
- Marais de Balançon
- Marais de Roussent et Maintenay

ZNIEFF de type II

- Marais de Tigny-Noyelle
- Marais du Warnier
- La basse Vallée de l'Authie et ses versants entre Douriez et l'Estuaire
- La basse Vallée de la Canche et ses versants en aval d'Hesdin
- Vallée de l'Authie

Source(s) des données : IGN ; INPN ; URSYCOM
 Fond : IGN SCAN 25
 Révision : URSYCOM - 12/2022
 Echelle : 1/53013



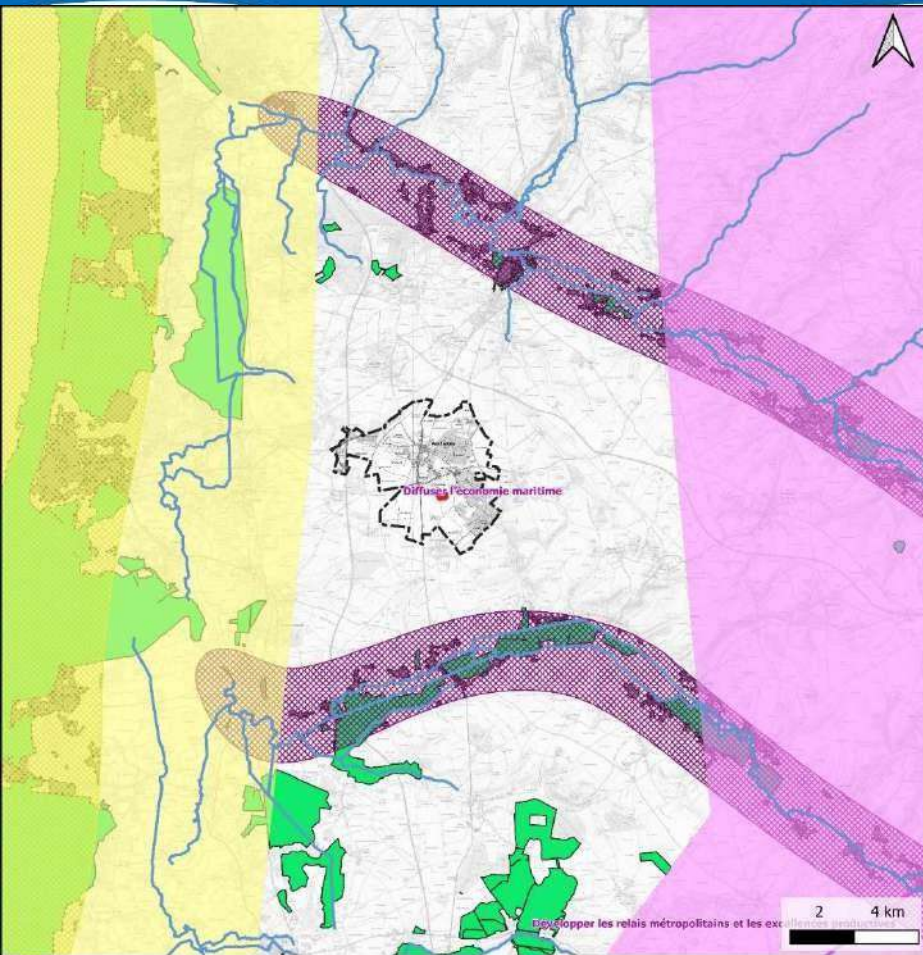


Schéma Régional d'Aménagement et de développement durable du territoire

Légende

- Extension de la carrière
- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Trame bleue
- Réservoir trame verte
- Obstacle sur les réservoirs biologiques
- Obstacle sur les corridors biologiques

 Espace à enjeux

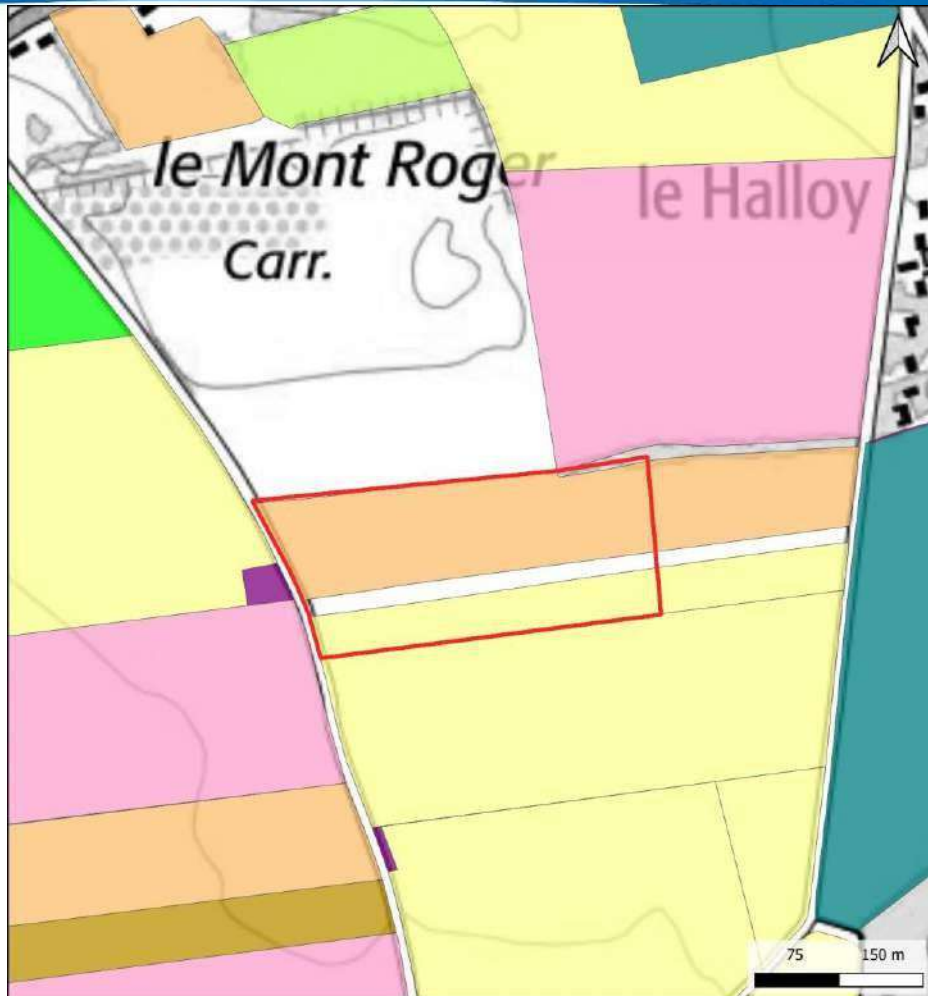
Corridors biologiques

- littoral
- multitrame

Continuité écologique d'importance nationale

- Continuités écologiques bocagères
- Migration de l'avifaune

Source(s) des données : IGN ; SRADDET ; URBYSOM
Fond : IGN SCAN 25
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2022
Échelle : 1/137818



Registre Parcellaire Graphique 2019

Légende

- Limite administrative de Wailly-Beaucamp
- Extension de la carrière
- Blé tendre
- Maïs grain et ensilage
- Orge

Registre Parcellaire Graphique 2019

- Plantes à fibres
- Prairies permanentes
- Autres cultures industrielles
- Légumes ou fleurs
- Divers

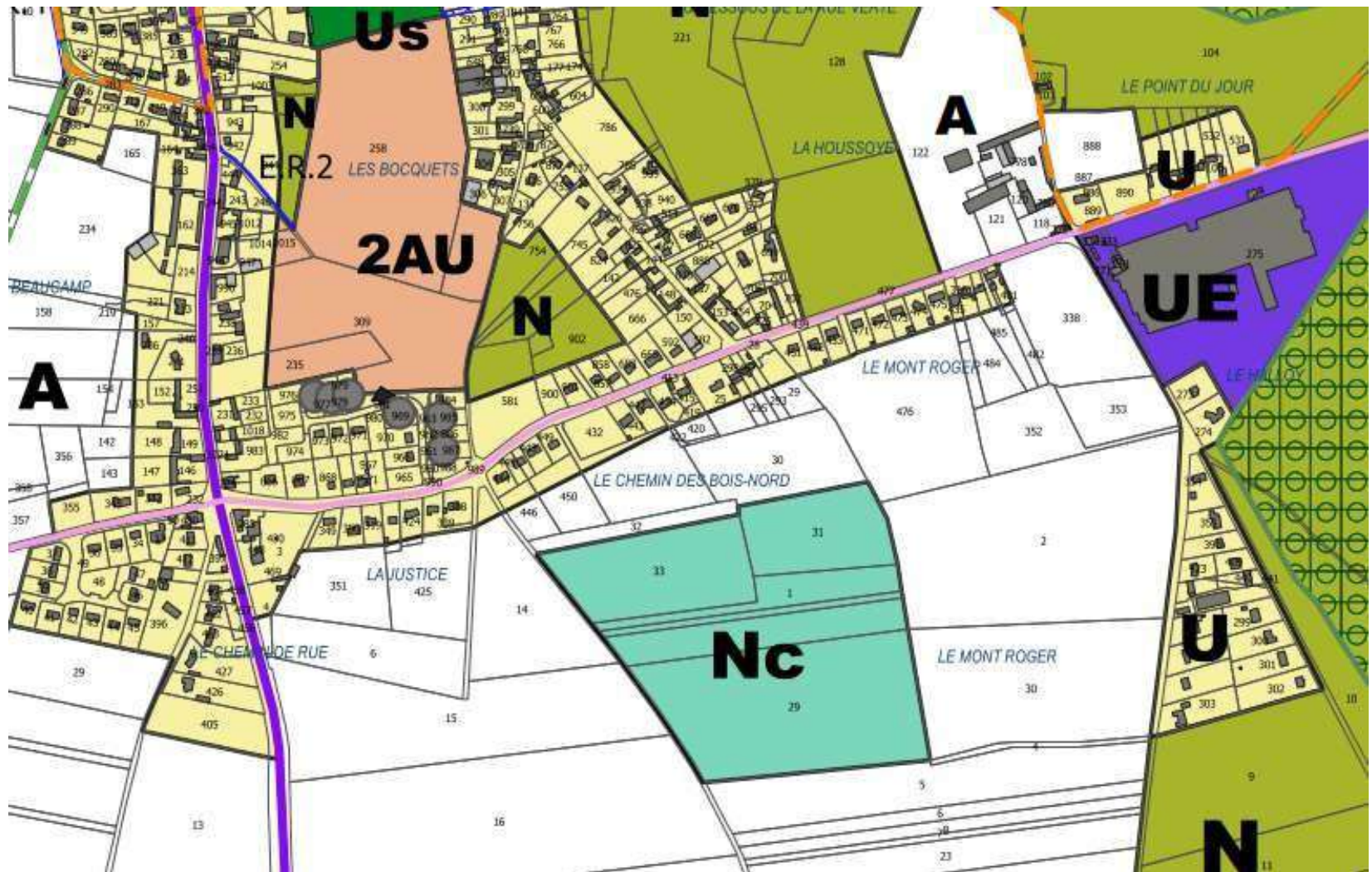
Source(s) des données : IGN ; Géorisques ; URBYSOM
Fond : IGN SCAN 25
Réalisation : ©URBYCOM - 2/2024
Échelle : 1/3955



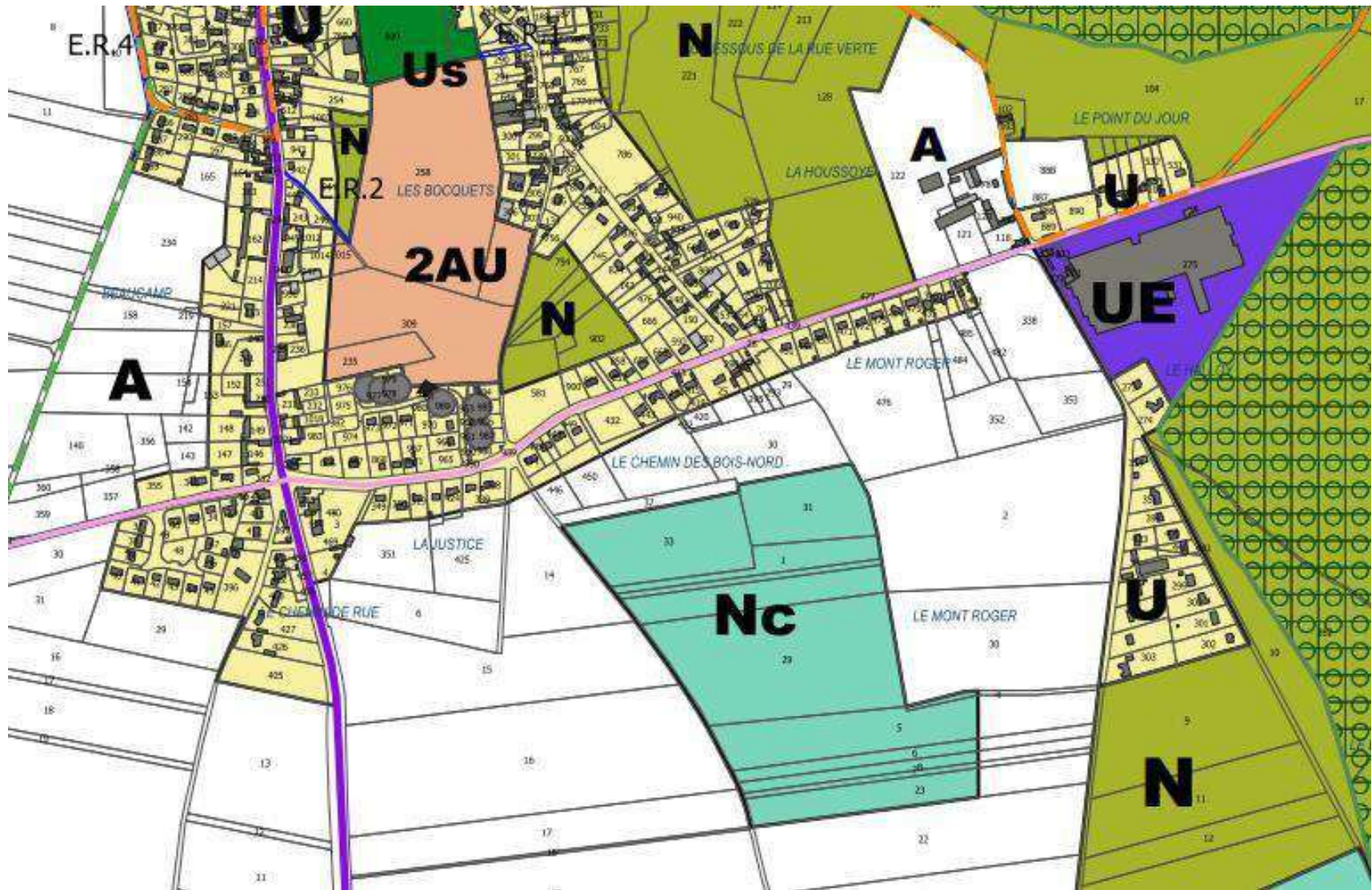
Evaluation environnementale

	CONSTATS	OBJECTIFS
Milieu physique	<ul style="list-style-type: none"> - topographie variable de 42,5 m à 45 m ; - limon de plateau sur craie ; - Masse d'eau souterraine de la vallée de l'Authie : objectif de bonne qualité en 2039 ; - Vulnérabilité moyen de la masse d'eau souterraine ; - absence de cours d'eau à proximité du site, - absence de zone humide sur la zone d'extension. 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de la qualité de l'eau souterraine.
Climat	<ul style="list-style-type: none"> - climat tempéré océanique ; - Bonne qualité atmosphérique. 	<ul style="list-style-type: none"> - maintien de la qualité atmosphérique (envol de particules).
Patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - aucun monument historiques, sites inscrits ou classés à proximité du projet d'extension. 	<ul style="list-style-type: none"> - préservation du paysage (création de buttes et/ou de haies)
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> - site visible depuis l'axe permettant l'accès à la carrière, - peu de visibilité depuis les autres axes et depuis le tissu urbain. 	
Milieu humain	<ul style="list-style-type: none"> - la carrière génère des emplois. 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien des emplois
Milieu naturel	<ul style="list-style-type: none"> - le site est agricole, - selon l'étude écologique la zone d'extension a un intérêt faible pour la biodiversité. 	<ul style="list-style-type: none"> - remise en état à la suite de l'exploitation
Risques et nuisances	<ul style="list-style-type: none"> - aucun risque notable n'est identifié ; - la carrière actuellement en activité génère potentiellement des nuisances : poussières, vibration et bruit. 	<ul style="list-style-type: none"> - ne pas aggraver les nuisances (maintien de l'activité à distance des habitations)

Evolution du plan de zonage



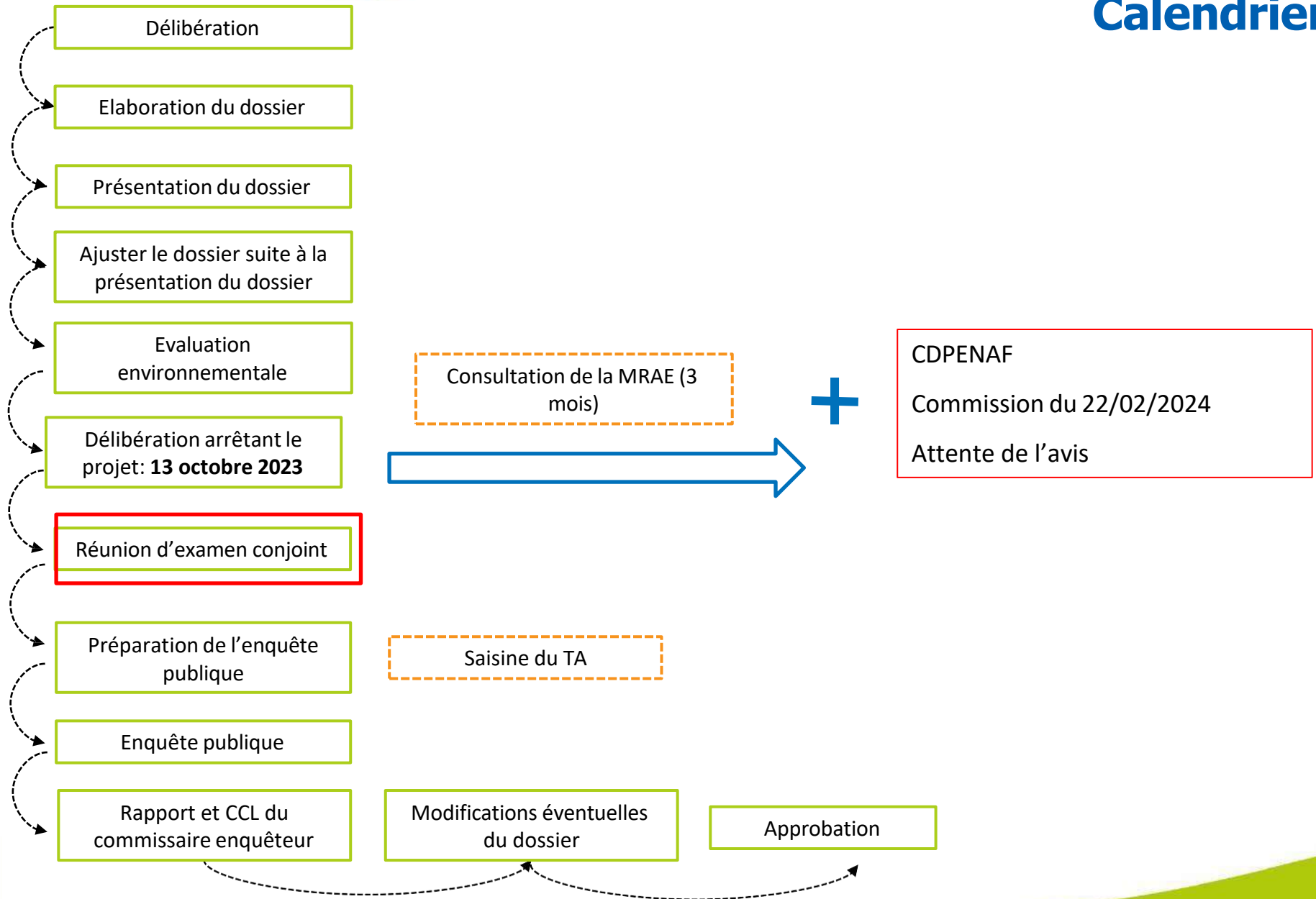
Plan de zonage après



Compléments au règlement de la zone naturelle N :

- Article N09 : « dans le secteur Nc, l'emprise au sol maximale des constructions autorisées est de 50m² ».
- Article N10 : « dans le secteur Nc, la hauteur maximale fixée est de 3 mètres au faitage ».

Calendrier





Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

Dossier administratif

VI – Notification de l'arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d'examen conjoint

- Réunion d'examen conjoint

-PV/Compte-rendu de la réunion d'examen conjoint



Commune de Wailly-Beaucamp

Compte-rendu de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées

4 mars 2024

La présentation est annexée au présent compte rendu.

Liste de présence :

Nom et prénom	Fonction	Contact
GROSHEITSCH Jean-Marc	CCI Littoral HdF	jm.grosheitsch@littoralhautsdefrance.cci.fr
Graillot Véronique	Maire Wailly-Beaucamp	wb62maire@wanadoo.fr
Daussy Philippe	Chambre d'Agriculture	philippedaussy62140@orange.fr
Nicolas Anne	Chambre d'Agriculture	antoine.bajeux@npdc.chambagri.fr
Herbez Patricia	DDTM 62	patriciaherbez@pas-de-calais.gouv.fr
Devineaux Sophie	CA2BM	s.devineaux@ca2bm.fr
Quinbetz Sandrine	CA2BM	s.quinbetz@ca2bm.fr
Coïc Julien	CA2BM	j.coic@ca2bm.fr
Sarapata Emilie	Urbycom	e.sarapata@urbycom.fr
Fabbio Sylvestre	Urbycom	s.fabbio@urbycom.fr

Ordre du jour

Le 4/03/2024 s'est tenue la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA), conformément à l'article L153-36 du code de l'urbanisme, portant sur la procédure de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp. Le projet porte sur l'extension de la carrière existante.

Compte rendu

La présentation du projet a fait appel à plusieurs observations :

- Demande de précision quant aux mesures qui seront prises lors du chantier par rapport à la ressource eau puisque le site du projet se situe dans un champ captant. Il est indiqué que c'est l'étude d'impact qui décline les mesures qui seront mises en œuvre.
- La Chambre d'Agriculture demande si le porteur de projet dispose d'une autorisation pour son projet. Un projet existe bien et une demande est en cours. A préciser que la procédure d'évolution du document d'urbanisme est un stade pré-opérationnel du projet.
- Quant à la question de la consommation foncière, la CA2BM indique que bien que le projet d'extension porte sur 4 Ha de terres agricoles, une partie conséquente du site actuel sera renaturée.
- La Maire précise que les exploitants agricoles, locataires, des terrains concernés par le projet d'extension de la carrière ont tous été avertis du projet. En outre, le propriétaire de la parcelle ZC5 appartient à un privé. Le terrain sera vendu par le propriétaire, un accord a été trouvé entre le porteur de projet et ce dernier.
- Quant aux constructions autorisées, a priori la société conserve ses bâtiments modulaires sur site.

- La Chambre d'Agriculture demande si l'avis de la MRAE a été rendu. Il est répondu que cela a été le cas et des compléments de réponses sont apportés. Ces réponses ainsi que l'étude d'impact du projet seront annexées au dossier d'enquête publique.
- La CCI demande si la durée d'exploitation supplémentaire est connue dans le cadre de l'extension de la carrière. Il est répondu que l'extension permettra d'exploiter la carrière pour environ 10 années supplémentaires. En termes d'emploi, deux personnes travaillent sur site, de nombreux autres emplois à l'extérieur liés à l'activité.
- La Chambre d'Agriculture demande s'il y a un programme de renaturation, constatant que la partie nord de la carrière actuelle est déjà renaturée mais sans gestion (état de friche naturelle). Lorsque le projet sera réalisé, le programme portera sur l'ensemble du site (environ 11 Ha). Le projet de gestion est décliné à l'étude environnementale.
- La DDTM demande s'il existe un plan du projet, permettant de justifier les besoins. Un plan pourra être annexé étant donné que le projet est en cours et sera déposé. Il est toutefois rappelé qu'il ne faut pas confondre phase opérationnelle (autorisations, plans du projet) et phase pré-opérationnelle dans laquelle nous nous situons.
- Une question est posée sur le rythme d'exploitation de ces 4 Ha en extension. Il est précisé que l'ouverture à l'exploitation du foncier en extension sera réalisée au fil de l'exploitation. Il n'y a pas de phasage car cela dépend du rythme de l'exploitation et des demandes.
- Une coquille apparaît au dossier, la superficie ouverte en extension correspond à 4,1Ha environ et non 3Ha. Ce point sera corrigé.
- Concernant le rapport de compatibilité du projet avec le PADD du document d'urbanisme, les justifications jurisprudentielles apportées, suite aux remarques de la DDTM, seront versées au registre d'enquête publique.
- La Chambre d'Agriculture demande si une solution est apportée aux locataires des terrains agricoles concernés par le projet d'extension, étant donné que le projet permettra une exploitation de 10 ans. Il est indiqué que selon la progression de l'exploitation, les différents exploitants ne seront pas évincés immédiatement.
- La Chambre d'Agriculture souhaite s'assurer que le projet est uniquement dédié à l'extraction et non au dépôt. Ce qui est bien confirmé.

L'enquête publique se déroulerait fin mars / début avril, la validation de la date est attendue. Le commissaire enquêteur a été désigné récemment (fin février).



Annexes :

- Avis du Département du Pas-de-Calais
- Avis de la SNCF
- Avis de la CDPENAF
- Avis de la DDTM du Pas-de-Calais
- Avis de CCI Littoral Hauts-de-France
- Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale
- Mémoire en réponse faisant suite à l'avis de la MRAE
- Courrier réponse à l'avis de la DDTM du Pas-de-Calais



Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

Dossier administratif

VI – Notification de l'arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d'examen conjoint

- Réunion d'examen conjoint

-Synthèse des avis

**PÔLE AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT
TERRITORIAL**

Direction du développement, de l'aménagement et de
l'environnement

Hôtel du Département – Rue Ferdinand Buisson
62018 ARRAS Cedex 9

Dossier suivi par : Jodie DUBOIS

Gestionnaire de dossiers – développement territorial
dubois.jodie@pasdecals.fr - 03 21 21 91 58

Monsieur Bruno COUSEIN
Président de la Communauté d'Agglomération
des 2 Baies en Montreuillois
Hôtel de Ville
16 place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Vos réf : Votre courrier du 25 octobre 2023

Nos réf : DDAE/SDT/U – AC/LCT/JD

Objet : Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Wailly-Beaucamp – Révision allégée

Monsieur le Président,

Par courrier susvisé, vous avez adressé au Département, pour avis, les documents concernant la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Wailly-Beaucamp.

La procédure vise à changer le zonage de 5 parcelles agricoles en zones Nc (zones naturelles à exploitation de carrières) ainsi que le règlement en intégrant ces parcelles au Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL).

Après examen, je vous informe que ce projet n'appelle pas d'autre remarque de la part du Département.

Le Département reste à votre disposition pour tout projet de protection de la biodiversité sur lesquels vous souhaiteriez échanger.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Arras,
Le 4 décembre 2023
Pour le Président du Conseil
départemental,



Signé électroniquement par
Jean-Luc DEHUYSSER
DGA Directeur du pôle aménagement et
développement territorial

Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération des 2
Baies en Montreuillois
11-13 Place Gambetta
62170 Montreuil-sur-Mer

Nos réf : DITHDFN2023-1384
Affaire suivie par : Antoine FAURE
Tél : 06 22 58 44 59
Mail : antoine.faure@sncf.fr

Objet : Avis sur l'arrêt de projet de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp.

Rouen, le 20 novembre 2023

Monsieur,

Par courrier en date du 25 octobre 2023, vous nous avez transmis le dossier d'arrêt du projet de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp.

La commune de Wailly-Beaucamp n'étant pas concernée par la présence d'emprises ferroviaires, la SNCF, tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de SNCF Réseau, n'a pas d'observations à formuler.

Vous en souhaitant bonne réception de la présente et restant à votre disposition pour toute information complémentaire,

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.


Signé : S. TREVAUX



Laurent LESMARIE
Directeur Immobilier Territorial Hauts de France-Normandie



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service Urbanisme et Aménagement
Unité Aménagement
Pôle foncier, économie et égalités des territoires
Affaire suivie par : Christophe Lefint
Tél : 03 21 22 98 74
Mél : christophe.lefint@pas-de-calais.gouv.fr

Arras, le **01 MARS 2024**

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA PRÉSERVATION DES ESPACES NATURELS
AGRICOLES ET FORESTIERS DU PAS-DE-CALAIS**

**Analyse de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp (extension d'un
STECAL)**

avis simple de la CDPENAF

**La Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
du Pas-de-Calais (CDPENAF)**

aux termes du procès-verbal et de sa délibération en date du 22 février 2024 sous la présidence de Monsieur Pierre-Yves GESLOT, responsable du Service Urbanisme et Aménagement de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, Monsieur le Préfet étant empêché ;

- vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 112-1-1 et D 112-1-11 ;
- vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 151-12 et L 151-13 ;
- vu la loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 sur la modernisation de l'agriculture et de la pêche et notamment l'article 51 ;
- vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles R133-1 à R.133-15 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de L'État dans les régions et départements ;
- vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;
- vu le décret n°2015-644 du 09 juin 2015 relatif aux Commissions Départementales et interdépartementales de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers en métropole ;
- vu l'arrêté préfectoral du 17 août 2015 portant création et composition de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers du Pas-de-Calais ;
- vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, préfet hors classe, en qualité de préfet du Pas-de-Calais à compter du 10 août 2022 ;

- vu l'arrêté du ministre de l'Intérieur en date du 26 mai 2021 nommant Monsieur Édouard GAYET, Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, à compter du 15 juin 2021 ;
- vu l'arrêté préfectoral n°2024-60-05 portant délégation de signature à Monsieur Édouard GAYET, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;
- vu la décision de subdélégation du 07 février 2024 accordée à Monsieur Pierre-Yves GESLOT, responsable du Service Urbanisme et Aménagement de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;
- vu la demande enregistrée le 05 février 2024 à la DDTM ;

Le quorum étant atteint, la commission s'est réunie valablement ;

Après avoir étudié la présentation en séance de la révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp (extension d'un STECAL), réalisée par la DDTM, et après avoir échangé, les membres de la commission ont délibéré,

- Considérant que l'article 51 de la loi du 27 juillet 2010 a pour objet la préservation des terres agricoles,
- Considérant que le projet participe à la pérennisation d'une activité existante,
- Considérant que le projet consomme trop d'espaces agricoles,
- Considérant que le projet a un impact sur l'agriculture locale,
- Considérant que le projet se situe dans l'aire d'alimentation du captage d'eau potable d'Airon-Saint-Vaast,
- Considérant que le sous-secteur Nc de la zone N est un STECAL,
- Considérant qu'il est nécessaire d'indiquer que les constructions sont autorisées dans le STECAL à la date d'approbation de cette procédure de modification, pour réduire les possibilités de construire,

La CDPENAF décide

d'émettre un avis défavorable à la demande sus-visée.

Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer

Edouard GAYET



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

→ I. Salselle B.

Service Urbanisme et Aménagement
Unité Planification
Affaire suivie par : Christelle FOUACHE
Tél : 03 21 22 99 46
Mél : christelle.fouache@pas-de-calais.gouv.fr
Réf : 111/23/CF/SUA-P

Arras, le **28 DEC. 2023**

Le Directeur départemental

À

Monsieur le Président de la Communauté
d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois
11-13 Place Gambetta
62170 Montreuil-sur-Mer

Objet : Notification – arrêt du projet de révision allégée
du PLU de Wailly-Beaucamp
Réf. : Direction de l'aménagement urbain du territoire
BC/JCA/IB/SQ/JC/N°2023-6104

En date du 25 octobre 2023, conformément aux dispositions de l'article L153-34 du code de l'urbanisme, vous avez notifié à mes services le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Wailly-Beaucamp.

La révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp a pour objet de modifier le zonage réglementaire afin de pérenniser le site d'exploitation d'une carrière.

Après examen de l'arrêt du projet par mes services, il s'avère que le projet n'entre pas dans le champ de la révision allégée car il remet en cause les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), conformément aux dispositions de l'article L153-31 du Code de l'Urbanisme.

En effet, le PADD a notamment comme objectif de conforter les activités économiques.

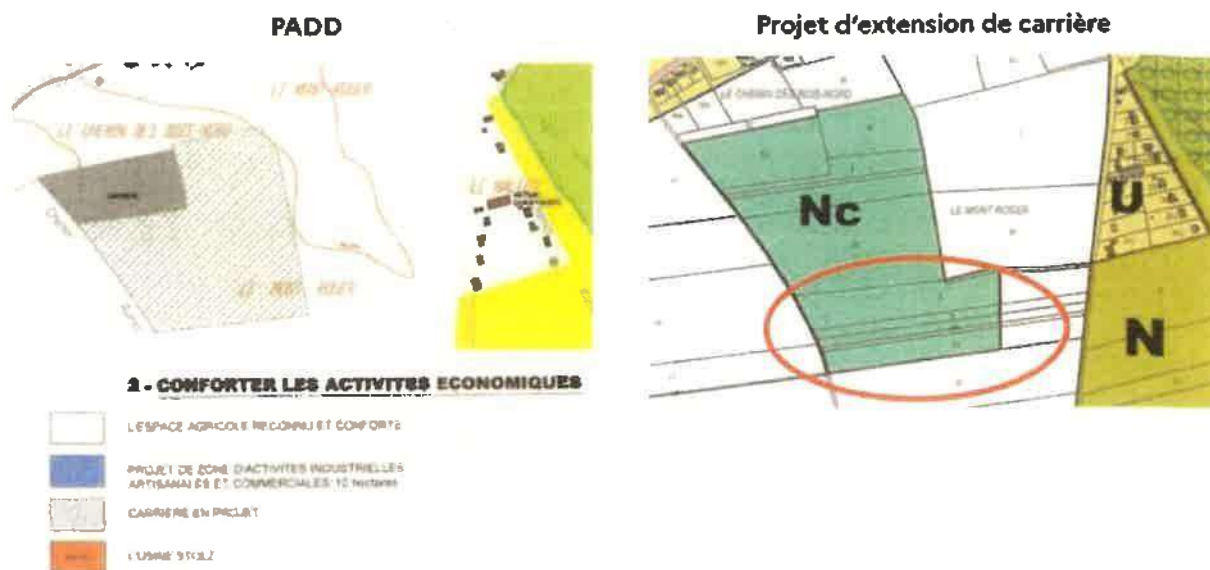
« L'agriculture demeure l'activité principale de Wailly-Beaucamp. La commune de Wailly-Beaucamp a pour premier objectif de reconnaître l'activité agricole, et à travers le PLU de la pérenniser ».

Sur le plan du PADD, une réserve foncière est prévue pour permettre l'extension de la carrière existante.

Même si en page 9 de la notice explicative, le porteur de projet indique que :

« Ce projet permet de mettre en œuvre l'axe 2 du PADD, « conforter les activités économiques ». L'extension envisagée est d'ailleurs reprise sur le schéma de présentation du PADD. », il s'avère que le

projet d'extension de carrière (parcelles ZC 5 à 8 et ZC 23) dépasse manifestement l'emprise de l'extension figurant au PADD.



De plus, le rapport de présentation précise en page 68 les motifs de délimitation de la zone A. Il indique notamment : « Cette définition de la zone A s'est également établie par rapport à la zone urbaine, au devenir de certaines exploitations, aux constructions à usage d'habitation ou d'activités dans la zone agricole, à la prise en compte des carrières, à la reconnaissance des zones naturelles et des bois. »

Le projet de révision allégée n°1 du PLU de Wailly-Beaucamp remet donc en cause les orientations du PADD en ce qu'il va à l'encontre de l'objectif premier du PADD, à savoir reconnaître l'activité agricole et la pérenniser à travers le PLU.

De plus, il apparaît que l'arrêté préfectoral relatif au renouvellement et à l'extension de l'exploitation d'une carrière de sables, graviers et silex par la SAS SAISON, en date du 18 mai 2009, ne reprend pas les parcelles concernées par la révision allégée.

En conséquence, la procédure de révision allégée n'est pas adaptée. Une révision générale est requise ou à défaut une déclaration de projet si le projet satisfait aux dispositions de l'article L153-49 du Code de l'Urbanisme.

Le Directeur départemental
des territoires et de la mer,
Édouard GAYET



**CCI LITTORAL
HAUTS-DE-FRANCE**

CA2BM
recu le :

08 MARS 2024

COMMUNAUTE D AGGLOMERATION
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS
Monsieur Bruno COUSEIN
Président
11-13 place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Calais, le 5 mars 2024

Dossier suivi par service Elus
elus@littoralhautsdefrance.cci.fr

Objet : PLUI de la CA2BM (Wailly-Beaucamp)

Monsieur le Président,

Nous avons pris connaissance du dossier de révision allégée du PLU de la Commune de Wailly-Beaucamp, et nous avons obtenu des informations complémentaires lors de la réunion d'examen conjoint du 4 mars.

Après analyse du dossier de demande d'extension de la carrière Saison, nous sommes favorables à ce projet, qui permettra de maintenir l'activité de l'entreprise sur la commune de Wailly-Beaucamp, et dont l'impact environnemental est minime, d'autant plus que les parcelles précédemment exploitées sont en voie de renaturation.

Permettez-moi de vous rappeler la disponibilité des services de la CCI Littoral Hauts-de-France pour vous accompagner sur votre territoire, sur tout sujet lié au développement économique.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de notre considération distinguée.

Patrick DUCROCCO
Président de la Commission
Territoriale du Montreuillois

    littoral-hautsdefrance.cci.fr

CCI Littoral Hauts-de-France

24 boulevard des Alliés | CS 50199 | 62104 CALAIS CEDEX | T. 03 21 46 00 00

Siège : CCI Hauts-de-France | 290 boulevard de Leeds | CS 90038 | 59031 LILLE CEDEX | T. 03 20 63 79 79
SIREN : 130 022 738 | NAF : 9411 Z



Mission régionale d'autorité environnementale
Région Hauts-de-France

**Avis délibéré de la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France
sur la révision allégée
du plan local d'urbanisme
de la commune de Wailly-Beaucamp (62)**

n°MRAe 2023-7536

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France s'est réunie le 23 janvier 2024 en webconférence. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis portant sur la révision allégée du plan local d'urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp, dans le département du Pas-de-Calais.

Étaient présents et ont délibéré : Philippe Ducrocq, Hélène Foucher, Philippe Gratadour, Valérie Morel et Pierre Noualhaguet.

En application du référentiel des principes d'organisation et de fonctionnement des MRAe, arrêté par le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires le 30 août 2022, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

La MRAe Hauts-de-France a été saisie pour avis par la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, le dossier ayant été reçu le 26 octobre 2023. Cette saisine étant conforme aux articles R.104-21 et R.104-23 du code de l'urbanisme, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R.104-25 du même code, l'avis doit être fourni dans le délai de 3 mois.

En application de l'article R.104-24 du même code, ont été consultés par courriels du 08 novembre 2023 :

- le préfet du département du Pas-de-Calais ;*
- l'agence régionale de santé Hauts-de-France.*

Après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que, pour tous les plans et documents soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public, auxquels il est destiné. Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du plan ou du document mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à permettre d'améliorer la conception du plan ou du document et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci.

Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.

Les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par l'autorité compétente pour adopter le plan, schéma, programme ou document.

Conformément à l'article R.104-39 du code de l'urbanisme, lorsque le document d'urbanisme est adopté, l'autorité compétente en informe le public, l'autorité environnementale et les autorités consultées en mettant à leur disposition ce document, qui comporte notamment des indications relatives à la manière dont il a été tenu compte des consultations auxquelles il a été procédé ainsi que les motifs qui ont fondé les choix opérés par le plan ou le document compte tenu des diverses solutions envisagées.

Synthèse de l'avis

Cette synthèse a pour objectif de faire ressortir les enjeux principaux identifiés par la MRAe et les pistes prioritaires d'amélioration du dossier et du projet, et les recommandations associées.

L'avis détaillé présente l'ensemble des recommandations de l'autorité environnementale dont il convient de tenir compte afin d'assurer la clarté du dossier, la qualité de l'évaluation environnementale, la prise en compte de l'environnement et de la santé, ainsi que la bonne information du public.

Le projet de révision allégée du plan local d'urbanisme (PLU) de Wailly-Beaucamp a été arrêté par délibération du 12 octobre 2023 de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois.

La révision allégée consiste à classer les parcelles ZC 5 à ZC 8 et ZC 23, d'une surface totale d'environ 3,5 hectares, actuellement classées en zone agricole (A), en zone naturelle d'exploitation de carrière (Nc), afin de permettre une extension d'une carrière existante.

Le projet de secteur Nc se situe dans un secteur à enjeu eau potable, en zone d'action renforcée de captages d'alimentation en eau potable et dans l'aire d'alimentation de captage d'Airon-Saint-Vaast, à 200 mètres des premières habitations et à 200 mètres d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) et à environ quatre kilomètres d'un site Natura 2000.

Le projet d'extension de la carrière n'a pas encore fait l'objet de dépôt de demande d'autorisation d'exploiter ni de demande d'avis de l'autorité environnementale. Une procédure de mise en compatibilité de PLU avec la déclaration de projet de la carrière pourrait utilement faire l'objet d'une instruction commune.

L'évaluation environnementale a été réalisée par Urbycom. Le document de travail semble non abouti.

Le dossier présente des incohérences dans la délimitation cartographique du secteur Nc modifié. L'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 présente dans l'étude concerne une autre commune, ce qui laisse des doutes sur les autres informations présentées.

Le dossier est à mettre en cohérence au niveau des cartographies présentées dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD), la notice explicative, le règlement graphique du PLU révisé, l'évaluation environnementale et le résumé non technique.

L'évaluation environnementale est à compléter notamment concernant le paysage, la biodiversité, la ressource en eau et les nuisances.

En l'état du dossier, l'évaluation environnementale est insuffisante et l'autorité environnementale ne peut se prononcer sur la bonne prise en compte de l'environnement.

La compatibilité du PLU révisé avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Artois-Picardie, qui demande de protéger les aires d'alimentation de captage, reste à démontrer.

Avis détaillé

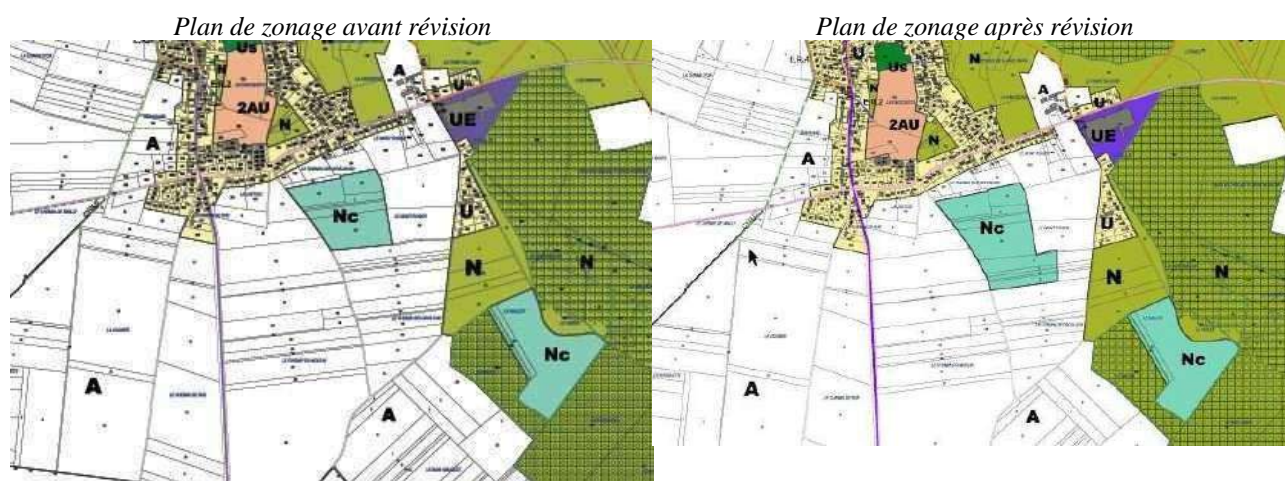
I. Le projet modification du plan local d'urbanisme de Wailly-Beaucamp

Le projet de révision allégée du plan local d'urbanisme (PLU) de Wailly-Beaucamp a été arrêté par délibération du 12 octobre 2023 de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois (CA2BM).

Le territoire communal fait partie du territoire du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays maritime et rural du Montreuillois approuvé par délibération du 30 janvier 2014 et modifié en 2021.

Le territoire est littoral et arrière-littoral, partagé entre grandes cultures, bocage et vallée boisée, marais arrière-littoraux, dunes et estran.

La révision allégée du PLU consiste à classer les parcelles ZC 5 à ZC 8 et ZC 23 de la commune de Wailly-Beaucamp, d'une surface totale d'environ 3,5 hectares, actuellement classées en zone agricole (A), en zone naturelle d'exploitation de carrière (Nc), afin de permettre une extension d'une carrière existante. La zone Nc d'exploitation de la carrière serait ainsi étendue.



Ces parcelles sont actuellement occupées par des grandes cultures.

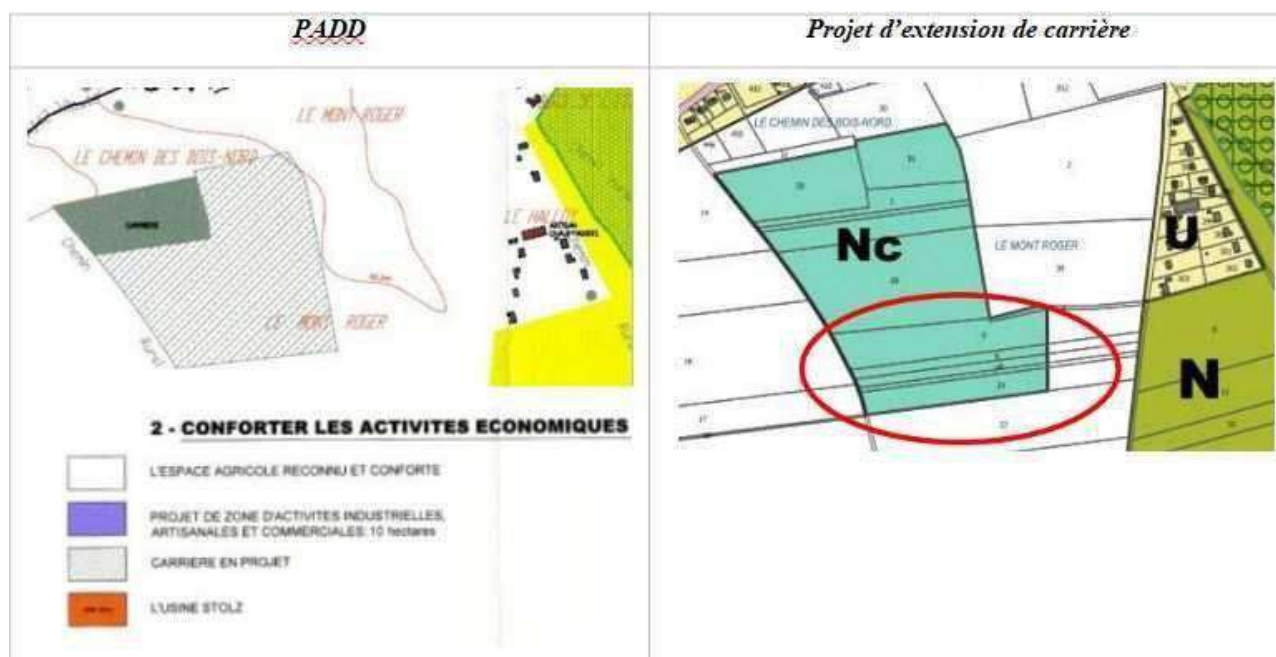
Cette procédure de révision est soumise à évaluation environnementale en application de l'article R.104-11 du code de l'urbanisme, la surface concernée par la révision étant supérieure à un millième du territoire (notice explicative page 7). Une procédure de mise en compatibilité de PLU avec la déclaration de projet de la carrière pourrait utilement faire l'objet d'une instruction commune.

L'autorité environnementale relève que le projet d'extension de la carrière n'a pas encore fait l'objet de dépôt de demande d'autorisation d'exploiter ni de demande d'avis de l'autorité environnementale.

L'autorité environnementale s'interroge sur la procédure choisie : une mise en compatibilité du PLU avec le projet permettrait d'engager une procédure commune et d'adapter la surface concernée au plus juste des besoins du projet, ainsi que d'intégrer les impacts et mesures du projet à prendre en compte.

De plus, la zone Nc apparaît différente de celle figurant dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD)¹, ce qui pourrait nécessiter une modification de cette pièce.

¹ https://wxs-gpu.mongeoportail.ign.fr/externe/documents/DU_62870/fe8151b91b9b7705f9743a5f20f4d2fa/62870_padd_20230104.pdf



II. Analyse de l'autorité environnementale

L'avis de l'autorité environnementale porte sur la qualité de l'évaluation environnementale et la prise en compte de l'environnement par le projet.

L'évaluation environnementale a été réalisée par Urbycom. Elle comprend en annexe une étude écologique de mars 2022 sur le projet de renouvellement et extension d'une carrière, réalisée par les bureaux d'études ENCEM et Envol.

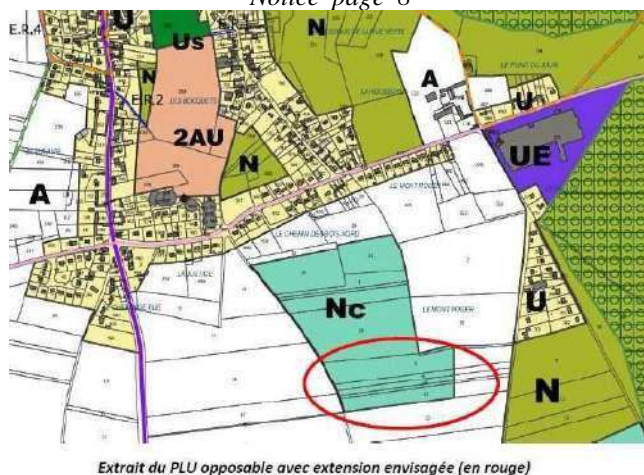
Compte tenu des enjeux du territoire, l'avis de l'autorité environnementale cible les enjeux relatifs à la ressource en eau et aux nuisances qui sont les enjeux essentiels dans ce dossier.

L'autorité environnementale relève que la forme de l'extension du secteur Nc apparaît différemment suivant les pièces du dossier selon les parcelles prises en compte. Ainsi, celle du résumé non technique diffère de celle du plan de zonage du PLU révisé et de la notice. De même, les variantes de projet étudiées, présentées page 122 de l'évaluation environnementale, ne correspondent pas à la forme de la zone Nc présentée dans le dossier.

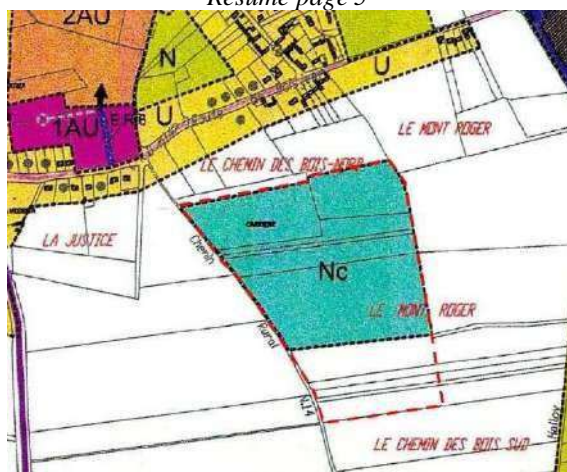
L'autorité environnementale recommande de mettre en cohérence les pièces du dossier et d'étudier les impacts de la zone Nc finalement retenue.

II.1 Résumé non technique

Le résumé non technique est présenté dans un fascicule séparé. Il reprend de manière synthétique les principales caractéristiques du projet dans son ensemble ainsi que les informations développées dans l'étude d'impact. Cependant, comme évoqué ci-avant, il comporte des incohérences sur la cartographie présentée.



Extrait du PLU opposable avec extension envisagée (en rouge)



L'autorité environnementale recommande de corriger les informations graphiques du résumé non technique et de l'actualiser, après avoir complété l'étude d'impact.

II.2 Articulation avec les autres plans et programmes

L'articulation avec les autres plans et programmes est analysée aux pages 12 et suivantes de l'évaluation environnementale.

L'analyse porte sur le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires des Hauts-de-France, le schéma de cohérence territoriale (SCoT) du pays maritime et rural du Montreuillois, le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 et le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) 2022-2027 du bassin Artois-Picardie, le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Authie et Canche et le schéma interdépartemental des carrières du Nord et du Pas-de-Calais.

Elle conclut à la compatibilité ou à la prise en compte de ces documents.

Cependant, l'autorité environnementale relève que le SDAGE a pour disposition B-1.2 « la protection des aires d'alimentation de captages ». Or, une carrière est susceptible d'avoir des impacts sur la ressource en eau. L'évaluation environnementale (page 22) indique que « le projet préserve la qualité de l'eau grâce aux mesures de chantier ». Or, en l'absence de l'étude d'impact du projet de carrière, cela reste à démontrer et les informations fournies dans l'évaluation environnementale ne permettent pas de garantir la préservation de la ressource.

De plus, les carrières étant source de pollution ponctuelle, elles ne devraient pas être encouragées à s'établir ou à s'étendre sur une aire d'alimentation. Un classement en zone naturelle stricte permettrait une meilleure protection de la ressource.

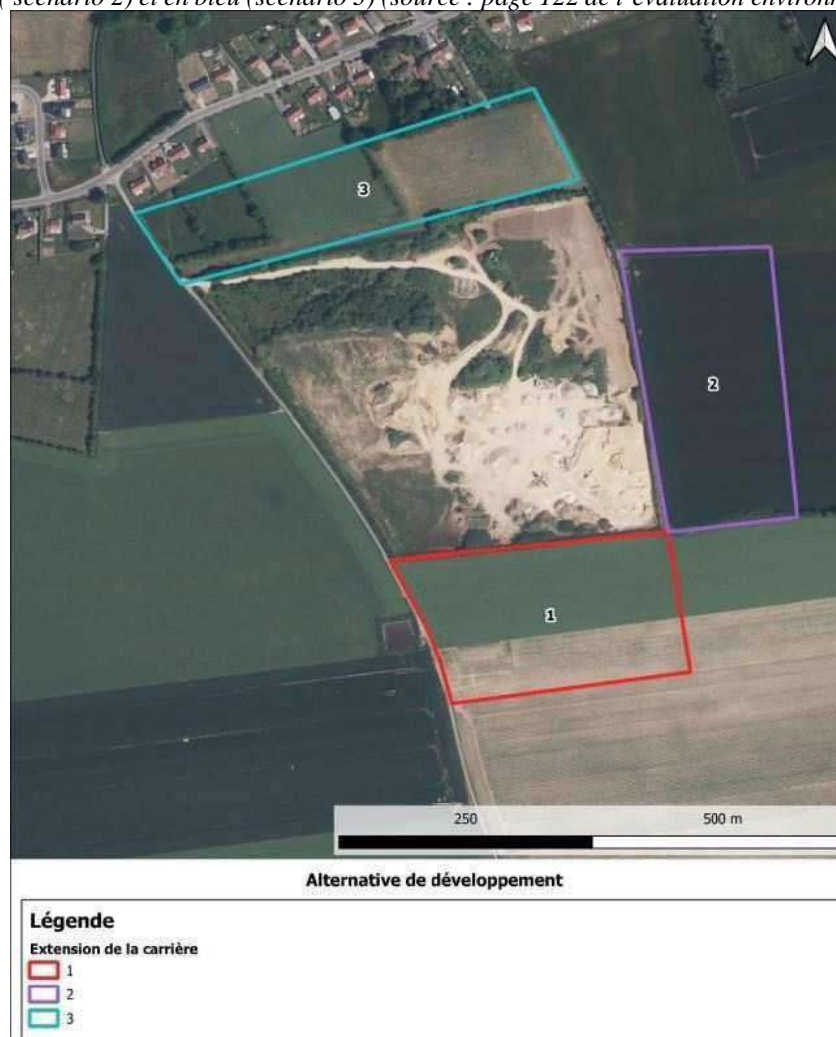
L'autorité environnementale recommande d'assurer la compatibilité avec le SDAGE 2022-2027 du bassin Artois-Picardie concernant notamment la disposition B-1.2 relative à « la protection des aires d'alimentation de captages ».

II.3 Scénarios et justification des choix retenus

L'évaluation environnementale (pages 122 à 125) présente les trois scénarios d'extension de la carrière et une synthèse d'une analyse multicritère :

- le scénario 1 sur des terres agricoles, à 300 mètres de l'habitation la plus proche ;
- le scénario 2 sur des terres agricoles à 140 mètres des habitations les plus proches ;
- le scénario 3 sur des prairies à 20 mètres des habitations les plus proches.

Localisation des alternatives d'extension de la carrière étudiées : entourées en rouge (scénario 1), en violet (scénario 2) et en bleu (scénario 3) (source : page 122 de l'évaluation environnementale)



L'étude conclut que le scénario 1 (qui correspond à la cartographie du PADD) est le moins impactant sur l'environnement et la santé.

Cependant, l'extension prévue par le PLU apparaît supérieure à ce projet, sans justification ni présentation du nouveau scénario retenu. Son impact n'est pas comparé avec les autres scénarios, alors qu'elle se rapproche d'une centaine de mètres des premières habitations à l'est et de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 2 « la basse vallée de l'Authie et ses versants entre Douriez et l'estuaire ».

L'autorité environnementale recommande de justifier la délimitation de la zone Nc au regard du projet d'extension de carrière présenté dans le dossier et de démontrer que le scénario retenu présente le moindre impact sur l'environnement.

II.4 État initial de l'environnement, incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et mesures destinées à éviter, réduire et compenser ces incidences

II.4.1 Paysage

> Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

La carrière est dans l'unité paysagère « Paysages du Val d'Authie ».

La zone Nc dédiée aux carrières est à 200 mètres des habitations.

> Qualité de l'évaluation environnementale stratégique et prise en compte du paysage et du patrimoine

L'évaluation environnementale (pages 85 à 87) présente le contexte paysager proche, illustré par quelques photographies et vues sur le site.

La carte page 87 présentant le projet d'extension ne correspond cependant pas à la zone Nc figurant dans la notice et le règlement graphique.

L'analyse des impacts (page 114) est succincte. L'étude d'impact indique que le projet d'extension aura un impact fort sur la voie de desserte mais pas à l'échelle communale. Cela reste à démontrer au vu de la proximité des habitations. Aucun photomontage n'est présenté pour apprécier cet impact depuis celles-ci.

Des mesures sont évoquées (buttes et plantations) pour réduire cet impact. Cependant, elles ne sont pas garanties, le règlement écrit ne l'imposant pas.

L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des impacts de la révision du PLU sur le paysage, en présentant des photomontages et en garantissant la réalisation des mesures prévues en les imposant dans le règlement.

II.4.2 Milieux naturels, biodiversité et Natura 2000

> Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le territoire communal est concerné par la présence de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 « la basse vallée de l'Authie et ses versants entre Douriez et l'estuaire », traversée par une continuité écologique connue.

Le projet de zone Nc dédiée aux carrières est à environ 200 mètres de cette ZNIEFF.

Onze sites Natura 2000 sont présents dans un rayon de dix kilomètres, dont le plus proche est la zone spéciale de conservation FR3100492 « Prairies et marais tourbeux de la basse vallée de l'Authie » est à environ quatre kilomètres.

> Qualité de l'évaluation environnementale

L'étude écologique jointe au dossier porte sur un périmètre couvrant la zone Nc figurant sur le règlement graphique modifié. Elle est basée sur une analyse de la bibliographie et des inventaires de terrains réalisés entre mars et juillet 2021, à des périodes propices à l'observation des espèces, mais sur un cycle biologique incomplet.

L'étude a mis en évidence sur la zone de carrière, en cours d'exploitation, des espèces patrimoniales

de flore et des végétations caractéristiques de zone humide. Des mares y sont présentes.
En revanche, sur la zone d'extension, aucun enjeu floristique n'a été relevé (terre agricole cultivée).

Une caractérisation des zones humides a été réalisée sur les critères flore et pédologique (étude écologique pages 26 et suivantes). L'étude conclut à la présence de 1,3 hectare de zones humides au niveau de la carrière actuelle.

Concernant la faune, l'étude met en évidence la présence d'espèces protégées patrimoniales d'oiseaux, dont certaines au niveau européen (Grande aigrette, Mouette mélanocéphale, Petit Gravelot), de 13 espèces de chauves-souris (toutes protégées), deux espèces d'amphibiens (Crapaud calamite, Grenouille rousse) et une espèce rare de papillon (Petit nacré).

Cependant l'étude écologique jointe au dossier n'analyse pas les impacts liés au projet d'extension de carrière.

L'évaluation environnementale du PLU révisé (page 113) conclut sommairement à un impact faible étant donné le caractère agricole de la zone. Cela reste à démontrer par une analyse plus approfondie au vu de la présence d'espèces protégées de faune.

De plus, l'autorité environnementale relève que, sur le site geoportail, la photographie aérienne montre la présence d'une haie reliant la carrière à la partie bâtie, en bordure de la zone d'extension. Celle-ci n'apparaît pas sur la cartographie des habitats présents sur la zone d'étude (carte page 20 de l'étude écologique). Or, l'évaluation environnementale (page 73) mentionne des contacts importants de chauves-souris au niveau d'une « haie au sud-est » qui semble correspondre à cette haie. Son devenir n'est pas précisé.

L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des impacts de la révision du PLU sur la biodiversité, après complément de la cartographie des habitats naturels présents sur la zone d'extension.

➤ Qualité de l'évaluation des incidences et prise en compte des sites Natura 2000

Une étude d'incidence Natura 2000 est présentée pages 117 à 120 de l'évaluation environnementale. Cependant, au vu la carte page 118 et des sites mentionnés, cette évaluation concerne une autre commune (Rieux-en-Cambrésis).

L'évaluation des incidences n'est donc pas fournie.

L'autorité environnementale rappelle que l'absence de site Natura 2000 sur le territoire communal ne suffit pas à justifier l'absence d'incidence. Au vu de la forte densité de sites Natura 2000 autour de la commune de Wailly-Beaucamp, de la proximité du secteur Nc modifié d'une ZNIEFF et d'une continuité écologique et de la présence sur la carrière existante d'espèces protégées d'intérêt communautaire, il convient d'étudier de manière approfondie l'analyse des incidences du projet de PLU révisé sur les sites Natura 2000. Les incidences sur les sites Natura 2000 présents dans un rayon de 20 kilomètres autour de Wailly-Beaucamp sont à étudier en s'appuyant sur les aires d'évaluation des habitats et espèces ayant justifié la désignation des sites Natura 2000².

L'autorité environnementale recommande de réaliser l'évaluation des incidences Natura 2000 pour le PLU révisé de Wailly-Beaucamp en prenant en compte l'ensemble des sites Natura 2000 situés dans un rayon de 20 kilomètres autour du territoire communal et en analysant les aires d'évaluation spécifiques des habitats et espèces ayant justifié la désignation de ces sites.

2 Aire d'évaluation de chaque espèce ayant justifié la désignation du site Natura 2000 : cette aire comprend les surfaces d'habitats comprises en site Natura 2000 mais peut comprendre également des surfaces hors périmètre Natura 2000 définies d'après les rayons d'action des espèces et les tailles des domaines vitaux

II.4.3 Eau et milieux aquatiques

> Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le projet de secteur Nc se situe dans un secteur à enjeu eau potable, en dehors des périmètres de captage d'eau potable mais en zone d'action renforcée de captages d'alimentation en eau potable et dans l'aire d'alimentation du captage d'Airon-Saint-Vaast.

> Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de la ressource en eau

L'évaluation environnementale (pages 42 à 44) présente sommairement la vulnérabilité de la ressource en eau souterraine sur le territoire communal. Elle indique que l'extension de carrière est en zone de vulnérabilité moyenne, mais ne présente pas la profondeur de la nappe.

Elle identifie (page 111) une « hausse du risque de pollution de la masse d'eau souterraine par les engins de chantier ». Elle évoque (page 112) des mesures pouvant être mises en place par l'exploitant de la carrière (surveillance, mesures de prévention des pollutions).

Cependant, elle ne démontre pas que celles-ci seront suffisantes pour éviter la pollution de la ressource en eau potable.

En l'état du dossier, l'autorité environnementale ne peut se prononcer sur la bonne prise en compte de la ressource en eau potable.

II.4.4 Cadre de vie et santé

> Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

La commune est dans le périmètre du plan de protection de l'atmosphère du Nord-Pas-de-Calais.

La zone Nc dédiée aux carrières est à 200 mètres des habitations. L'extension de la carrière est susceptible d'engendrer des nuisances (trafic, bruit, poussières).

> Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de la ressource en eau

Concernant le trafic, l'évaluation environnementale indique sommairement (pages 98 et 115) que le projet d'extension de carrière n'engendre pas de trafic notable supplémentaire. En l'absence d'informations plus précises sur le projet de carrière, il est difficile de se prononcer.

Concernant le bruit, l'évaluation environnementale (page 81) présente les axes routiers bruyants sur le territoire communal. Le bruit généré par la carrière existante est évoqué (pages 110 et 114), mais sans précision. L'étude affirme (page 114) que l'évitement a été recherché afin que l'exploitation s'éloigne des habitations. Or, l'emprise du secteur Nc se rapproche d'une centaine de mètres des habitations à l'est.

L'impact n'est pas étudié et aucune mesure de réduction n'est évoquée.

Concernant la qualité de l'air, l'évaluation environnementale (pages 49 et suivantes) présente les données de la station Atmo la plus proche (Campagne-lès-Boulonnais à 28 kilomètres) qui montrent le respect des seuils réglementaires.

Elle évoque (page 113) des impacts sur la qualité de l'air concernant l'envol des poussières et propose des mesures pour les éviter (arrosage des pistes, haies à planter autour du site).

Cependant ces mesures ne sont pas reprises dans le règlement écrit du secteur Nc.

L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des nuisances liées à l'extension de la carrière, de démontrer que les mesures prévues seront suffisantes pour respecter à minima les seuils réglementaires en matière de qualité de l'air et de bruit et de les garantir en les intégrant au règlement écrit du secteur Nc.



Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

Dossier administratif

VI – Notification de l'arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d'examen conjoint

- Réunion d'examen conjoint

-Mémoire en réponse

Révision allégée

COMMUNE DE WAILLY-BEAUCAMP

Mémoire en réponse aux Personnes Publiques Associées

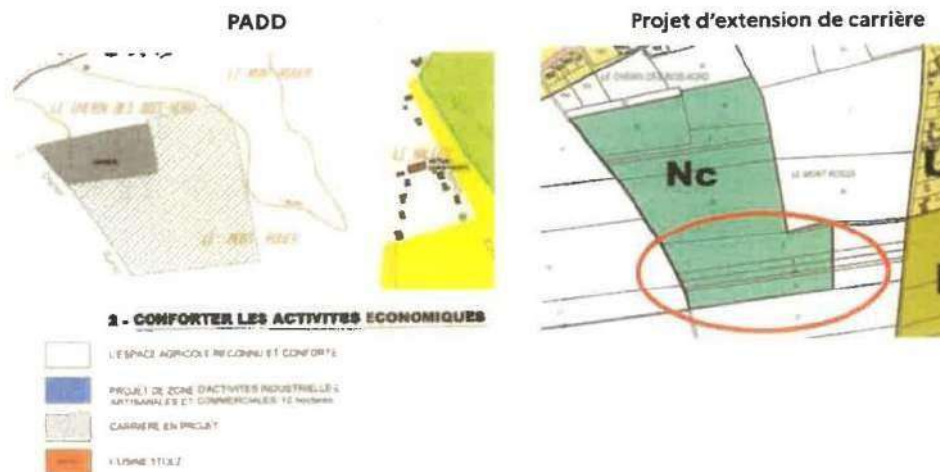
PPA	Remarques	Réponses de la collectivité
Mission régionale d'autorité environnementale Hauts de France	<i>L'autorité environnementale recommande de mettre en cohérence les pièces du dossier et d'étudier les impacts de la zone Nc finalement retenue.</i>	La forme de l'extension de la zone Nc sera uniformisée sur l'ensemble des pièces composant le dossier.
	<i>L'autorité environnementale recommande de corriger les informations graphiques du résumé non technique et de l'actualiser, après avoir complété l'étude d'impact.</i>	Le résumé non technique sera actualisé après correction de l'évaluation environnementale.
	<i>L'autorité environnementale recommande d'assurer la compatibilité avec le SDAGE 2022-2027 du bassin Artois-Picardie concernant notamment la disposition B-1.2 relative à « la protection des aires d'alimentation de captages ».</i>	<p>Le présent dossier évalue l'impact des modifications du PLU sur l'environnement. Le projet de carrière est ici présenté pour justifier les besoins de ces modifications. En l'état, le projet de carrière ne présente pas d'impact sur les éléments présentés. Cependant, une étude d'impact pourra évaluer les impacts de l'extension de la carrière au sein de cette zone lors de la phase opérationnelle du projet (extension de carrière inférieure à 25ha-annexe à l'article R.122-2 du code de l'Environnement).</p> <p>La compatibilité avec le SDAGE sera être complétée.</p>
	<i>L'autorité environnementale recommande de justifier la délimitation de la zone Nc au regard du projet d'extension de carrière présenté dans le dossier et de démontrer que le scénario retenu présente le moindre impact sur l'environnement.</i>	La délimitation de la zone Nc sera corrigée au regard du projet d'extension de la carrière. Les scénarios proposés seront actualisés.
	<i>L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des impacts de la révision du PLU sur le paysage, en présentant des photomontages et en garantissant la réalisation des mesures prévues en les imposant dans le règlement.</i>	Notons que la zone de projet n'a pas pour objectif d'accueillir des constructions. Elle pourra également bénéficier des mêmes aménagements paysagers que la carrière actuelle. Cette dernière est cernée d'une clôture doublée d'un merlon

		<p>végétalisé, empêchant les nuisances visuelles. Notons également que la carrière actuelle, actuellement en fin de phase d'exploitation, fera l'objet d'une renaturation complète. Cette dernière est en cours. Une disposition pourra être ajoutée au règlement écrit, afin de prévoir la plantation de haies lors de l'extension du site.</p> <p>La partie relative à l'impact de l'extension sur le paysage sera complétée.</p>
	<p><i>L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des impacts de la révision du PLU sur la biodiversité, après complément de la cartographie des habitats naturels présents sur la zone d'extension.</i></p>	<p>Les résultats des études écologiques sont résumés entre les pages 63 et 80 de l'évaluation environnementale.</p> <p>Les impacts étudiés dans la seconde partie de l'évaluation environnementale pourront être complétés par les résultats issus des études écologiques réalisées.</p>
	<p><i>L'autorité environnementale recommande de réaliser l'évaluation des incidences Natura 2000 pour le PLU révisé de Wailly-Beaucamp en prenant en compte l'ensemble des sites Natura 2000 situés dans un rayon de 20 kilomètres autour du territoire communal et en analysant les aires d'évaluation spécifiques des habitats et espèces ayant justifié la désignation de ces sites.</i></p>	<p>L'étude d'incidence Natura 2000 sera ajoutée à l'évaluation environnementale.</p>
	<p><i>L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des nuisances liées à l'extension de la carrière, de démontrer que les mesures prévues seront suffisantes pour respecter à minima les seuils réglementaires en matière de qualité de l'air et de bruit et de les garantir en les intégrant au règlement écrit du secteur Nc.</i></p>	<p>L'analyse des nuisances ne pourra être complétée faute de données complémentaires. Cette analyse pourra être réalisée dans le cadre de l'une étude d'impact.</p> <p>Notons également que le site actuel bénéficie d'un traitement paysager permettant de limiter les nuisances visuelles et sonores des habitations à proximité. Un traitement paysager identique pourra être réalisé autour du site d'extension.</p> <p>La présente procédure de révision allégée n'a pas pour objet de modifier le règlement écrit. Seul le</p>

		plan de zonage est modifié dans le cadre de cette procédure.
SNCF immobilier	La commune de Wailly-Beaucamp n'étant pas concernée par la présence d'emprises ferroviaires, la SNCF, tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de SNCF Réseau, n'a pas d'observations à formuler.	Pas de modifications à envisager.
Département du Pas-de-Calais	Pas de remarques sur le dossier.	Pas de modifications à envisager.
CDPENAF	<p>– Considérant que l'article 51 de la loi du 27 juillet 2010 a pour objet la préservation des terres agricoles,</p> <p>– Considérant que le projet participe à la pérennisation d'une activité existante,</p> <p>– Considérant que le projet consomme trop d'espaces agricoles,</p> <p>– Considérant que le projet a un impact sur l'agriculture locale,</p> <p>– Considérant que le projet se situe dans l'aire d'alimentation du captage d'eau potable d'Airon-Sa Vaast,</p> <p>– Considérant que le sous-secteur Nc de la zone N est un STECAL,</p> <p>– Considérant qu'il est nécessaire d'indiquer que les constructions sont autorisées dans le STECAL date d'approbation de cette procédure de modification, pour réduire les possibilités de construire,</p> <p style="text-align: center;">La CDPENAF décide</p> <p>d'émettre un avis défavorable à la demande sus-visée.</p>	<p>L'étude d'impact déclinera les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection de la ressource en eau.</p> <p>Il faut préciser que les exploitants agricoles, locataires, des terrains concernés par le projet d'extension de la carrière ont tous été avertis du projet. En outre, le propriétaire de la parcelle ZC5 appartient à un privé. Le terrain sera vendu par le propriétaire, un accord a été trouvé entre le porteur de projet et ce dernier.</p> <p>L'ouverture à l'exploitation du foncier en extension sera réalisée au fil de l'exploitation. Il n'y a pas de</p>

		<p>phasage car cela dépend du rythme de l'exploitation et des demandes. Une compensation de la surface artificialisée est prévue (renaturation de la carrière existante).</p> <p>La mention sur les constructions autorisées à partir de l'approbation de la révision allégée sera ajoutée dans le règlement écrit à l'approbation de la présente procédure.</p>
DDTM : courrier du 28 décembre 2023	<p>La révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp a pour objet de modifier le zonage réglementaire de pérenniser le site d'exploitation d'une carrière.</p> <p>Après examen de l'arrêt du projet par mes services, il s'avère que le projet n'entre pas dans le cadre de la révision allégée car il remet en cause les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), conformément aux dispositions de l'article L153-31 du Code de l'Urbanisme.</p> <p>En effet, le PADD a notamment comme objectif de conforter les activités économiques. <i>« L'agriculture demeure l'activité principale de Wailly-Beaucamp. La commune de Wailly-Beaucamp a pour premier objectif de reconnaître l'activité agricole, et à travers le PLU de la pérenniser »</i></p> <p>Sur le plan du PADD, une réserve foncière est prévue pour permettre l'extension de l'exploitation existante.</p> <p>Même si en page 9 de la notice explicative, le porteur de projet indique que : <i>« Ce projet permet de mettre en œuvre l'axe 2 du PADD, « conforter les activités économiques ».</i> <i>L'extension envisagée est d'ailleurs reprise sur le schéma de présentation du PADD. », il s'avère que</i></p>	<p>Il faut rappeler que le PADD n'est pas opposable ; la loi du 2 juillet 2003 précise que le PADD et ses orientations générales ne font que conditionner le contenu des autres documents composant le PLU, mais ils ne peuvent pas fonder un refus d'autorisation (CAA Nantes, 5 novembre 2019, n°18NT02374).</p> <p>L'atteinte à l'économie générale du plan est une notion qui a été définie comme telle : <i>« un plan d'occupation des sols est un parti d'urbanisme, c'est-à-dire un ensemble de choix d'urbanisme qui ont leur cohérence. Il faut bien voir que les différents choix à faire pour l'élaboration d'un plan d'occupation des sols n'ont pas tous la même importance, et même, en réalité, des choix importants, il n'y en a qu'un nombre limité. Dans ces conditions, lorsqu'est remis en cause une des options d'urbanisme et que cette remise en cause a une incidence, même limitée, sur l'ensemble du plan, on peut dire qu'il y a modification de</i></p>

projet d'extension de carrière (parcelles ZC 5 à 8 et ZC 23) dépasse manifestement l'emprise de l'extension figurant au PADD.



De plus, le rapport de présentation précise en page 68 les motifs de délimitation de la zone A. Il indique notamment : « Cette définition de la zone A s'est également établie par rapport à la zone urbaine, au devenir de certaines exploitations, aux constructions à usage d'habitation ou d'activité dans la zone agricole, à la prise en compte des carrières, à la reconnaissance des zones naturelles et des bois. »

Le projet de révision allégée n°1 du PLU de Wailly-Beaucamp remet donc en cause les orientations du PADD en ce qu'il va à l'encontre de l'objectif premier du PADD, à savoir reconnaître l'activité agricole et la pérenniser à travers le PLU.

De plus, il apparaît que l'arrêté préfectoral relatif au renouvellement et à l'extension de l'exploitation d'une carrière de sables, graviers et silex par la SAS SAISON, en date du 18 mai 2009, ne reprend pas les parcelles concernées par la révision allégée.

En conséquence, la procédure de révision allégée n'est pas adaptée. Une révision générale est requise ou à défaut une déclaration de projet si le projet satisfait aux dispositions de l'article L153-49 du Code de l'Urbanisme.

l'économie générale du plan » (Commissaire du gouvernement Bonichot, conclusions sur CE 7 janvier 1987 Pierre-Duplaix.)

Les notions d'atteinte à l'économie générale du plan et d'atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables sont similaires. D'ailleurs, le juge administratif continue d'employer cette notion. L'idée est de ne pas contrarier le « parti d'urbanisme » pris lors de l'élaboration du PLU.

L'atteinte à l'économie générale du plan peut être définie comme la remise en cause d'une option fondamentale du parti d'urbanisme ayant une incidence sur la vision d'ensemble qu'effectue le plan. Pour déterminer cette atteinte, la jurisprudence retenait deux principaux critères : l'importance de la zone touchée par rapport à l'ensemble du territoire couvert par le plan d'occupation des sols et l'importance et la nature des modifications introduites dans cette zone. Par exemple, le changement d'affectation de certains secteurs, avec redéfinition d'une zone d'aménagement concerté et la création de deux nouvelles ZAC est considéré comme une atteinte à l'économie générale du plan (CAA Paris 8 novembre 2007 Association syndicale du Front-de-Seine).

En l'espèce, le PADD du PLU de Wailly-Beaucamp prévoit expressément l'extension de la carrière dans son schéma, à l'axe 2 « conforter les activités économiques ». Le schéma matérialise la zone

		<p>d'extension, mais il faut rappeler qu'il s'agit d'une orientation générale, d'un rapport de compatibilité ; ainsi, le fait que le périmètre soit moins important que celui repris finalement sur le zonage ne révèle pas une incohérence entre les deux pièces. D'ailleurs, le schéma du PADD ne reprend pas l'entièreté de l'emprise de la carrière existante dans le symbole « carrière ». La présente procédure ne remet ainsi pas en cause le parti d'urbanisme défini à l'époque, qui était de permettre l'extension de la carrière.</p> <p>Sur l'atteinte à l'activité agricole, le juge retient <i>que l'incompatibilité entre la création prévue par le PLU d'une zone destinée à des équipements publics et les orientations du PADD visant à préserver l'activité agricole de la commune n'est pas établie, d'autant plus que le PADD relève également la nécessité d'une nouvelle implantation du pôle sportif de la commune</i> (CAA Nantes, 16 novembre 2012, Monsieur A. n°11NT00347). La situation ici est similaire ; l'extension de la carrière était prévue au PADD, et n'empêche pas la commune de préserver ses autres espaces agricoles.</p> <p>En outre, l'extension représente 4,1 ha, soit 2,8% du territoire. Il faut également signaler qu'une renaturation de la carrière complète sera réalisée en fin d'exploitation (compensation).</p> <p>Les motivations du courrier se focalisent sur l'emprise reprise sur le schéma du PADD, qui est symbolique. La référence à la page 68 justifie justement le fait que l'extension de la carrière est</p>
--	--	--

		une composante du parti d'aménagement communal. La procédure adaptée est donc bien une révision allégée.
--	--	--

Montreuil-sur-Mer, le 10/01/2024,

Monsieur le Directeur,

**Pôle Aménagement
du**

Territoire

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
BC/JCA/IB/SQ/JC
2024-224

Copies :

-M. Jean-Claude
ALLEXANDRE, vice-
président en charge
de la planification
urbaine,
-M. Didier BEE
Directeur Général des
Services
-Mme Véronique
GRAILLLOT, Maire de
Wailly-Beaucamp
-Mme HERBEZ
Patricia, Service de
l'animation et de
l'appui territorial -
DDTM 62

Objet :

Réponse à votre
courrier en date du
28/12/2023
concernant la révision
allégée du PLU de la
commune de Wailly-
Beaucamp

En date du 25 Octobre, nous vous avons notifié le projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Wailly-Beaucamp, conformément aux dispositions de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme.

Nous accusons réception de votre courrier de réponse en date du 28/12/2023, dans lequel votre service nous fait part que « *le projet n'entre pas dans le champ de la révision allégée car il remet en cause les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)* » du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp.

Néanmoins, je souhaite attirer votre attention sur les éléments suivants :

Tout d'abord, je tiens à souligner que le PADD ne fait pas partie des éléments dit opposable. En effet, la loi du 2 juillet 2003 précise que le PADD et ses orientations générales ne font que conditionner le contenu des autres documents composant le PLU, mais ils ne peuvent pas fonder un refus d'autorisation (CAA Nantes, 5 novembre 2019, n° 18NT02374). L'atteinte à l'économie générale du plan est une notion qui a été définie comme telle : « *un plan d'occupation des sols est un parti d'urbanisme, c'est-à-dire un ensemble de choix d'urbanisme qui ont leur cohérence. Il faut bien voir que les différents choix à faire pour l'élaboration d'un plan d'occupation des sols n'ont pas tous la même importance, et même, en réalité, des choix importants, il n'y en a qu'un nombre limité. Dans ces conditions, lorsqu'est remis en cause une des options d'urbanisme et que cette remise en cause a une incidence, même limitée, sur l'ensemble du plan, on peut dire qu'il y a modification de l'économie générale du plan* » (Commissaire du gouvernement Bonichot, conclusions sur CE 7 janvier 1987 Pierre-Duplaix.)

En conséquence, les notions d'atteinte à l'économie générale du plan et d'atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables sont similaires. D'ailleurs, le juge administratif continue d'employer cette notion. L'idée est de ne pas contrarier le « parti d'urbanisme » pris lors de l'élaboration du PLU.

L'atteinte à l'économie générale du plan peut être définie comme la remise en cause d'une option fondamentale du parti d'urbanisme ayant une incidence sur la vision d'ensemble qu'effectue le plan. Pour déterminer cette atteinte, la jurisprudence retient deux principaux critères : l'importance de la zone touchée par rapport à l'ensemble du territoire couvert par le PLU et l'importance et la nature des modifications introduites dans cette zone. Par exemple, le changement d'affectation de certains secteurs, avec redéfinition d'une zone d'aménagement concerté et la création de deux nouvelles ZAC est considéré comme une atteinte à l'économie générale du plan (CAA Paris 8 novembre 2007 Association syndicale du Front-de-Seine).

En l'espèce, le PADD du PLU de Wailly-Beaucamp prévoit expressément l'extension de la carrière dans son schéma, à l'axe 2 « conforter les activités économiques ». Le schéma matérialise la zone d'extension, mais il faut rappeler qu'il s'agit d'une orientation générale, d'un rapport de compatibilité. Ainsi, le fait que le périmètre soit moins important que celui repris finalement sur le zonage ne révèle pas une incohérence entre les deux pièces. D'ailleurs, le schéma du PADD ne reprend pas l'entièreté de l'emprise de la carrière existante dans le symbole « carrière ». La présente procédure ne remet ainsi pas en cause le parti d'urbanisme défini à l'époque, qui était de permettre l'extension de la carrière.

Sur l'atteinte à l'activité agricole, le juge retient que *l'incompatibilité entre la création prévue par le PLU d'une zone destinée à des équipements publics et les orientations du PADD visant à préserver l'activité agricole de la commune n'est pas établie, d'autant plus que le PADD relève également la nécessité d'une nouvelle implantation du pôle sportif de la commune* (CAA Nantes, 16 novembre 2012, Monsieur A. n°11NT00347). La situation ici est similaire : en effet, l'extension de la carrière était prévue au PADD, et n'empêche pas la commune de préserver ses autres espaces agricoles. En outre, l'extension représente 3,5 ha, soit 2,4% du territoire. Il faut également signaler qu'une renaturation de la carrière complète sera réalisée en fin d'exploitation (compensation).

En conséquence et par rapport à l'exposé des motivations ci-dessus, l'extension de la carrière apparaît bien comme étant une composante du parti d'aménagement communal. Le projet ne remettant ainsi pas en cause ce parti, nous affirmons par la présente que la procédure adaptée rentre bien dans le champ d'une révision allégée du document.

Au vu de ces éléments, je vous demanderai de bien vouloir nous transmettre un nouvel avis. Nous nous tenons à votre disposition pour échanger à ce sujet.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de mes sincères salutations.



Bruno COUSEIN

Maire de Berck-sur-Mer

Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck